



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

RECOMMANDATIONS DU COMITÉ PERMANENT DES FINANCES POUR LE BUDGET DE 2026

Rapport du Comité permanent des finances

L'honorable Karina Gould, présidente

SEPTEMBRE 2026
45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : www.noscommunes.ca

RECOMMANDATIONS DU COMITÉ PERMANENT DES FINANCES POUR LE BUDGET DE 2026

Rapport du Comité permanent des Finances

**La présidente
L'hon. Karina Gould**

SEPTEMBRE 2026

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

AVIS AU LECTEUR

Rapports de comités présentés à la Chambre des communes

C'est en déposant un rapport à la Chambre des communes qu'un comité rend publiques ses conclusions et recommandations sur un sujet particulier. Les rapports de fond portant sur une question particulière contiennent un sommaire des témoignages entendus, les recommandations formulées par le comité et les motifs à l'appui de ces recommandations.

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES

PRÉSIDENT

L'hon. Karina Gould

VICE-PRÉSIDENTS

Jasraj Hallan

Jean-Denis Garon

MEMBRES

Sandra Cobena

Pat Kelly

Steeve Lavoie

Eric Lefebvre

Carlos Leitão

Kent MacDonald

Danielle Martin

Jake Sawatzky

Ryan Turnbull

AUTRES DÉPUTÉS QUI ONT PARTICIPÉ

Xavier Barsalou-Duval

Jaime Battiste

Chris Bittle

Steven Bonk

Leslie Church

Connie Cody

Michael Cooper

Gérard Deltell

Dave Epp

Bernard Généreux

Garnett Genuis

Dalwinder Gill

Jacques Gourde

Anthony Housefather
L'hon. Helena Jaczek
Annie Koutrakis
Tamara Kronis
Viviane Lapointe
Philip Lawrence
Jacob Mantle
Dan Mazier
Greg McLean
Billy Morin
Yasir Naqvi
Kyle Seeback
Sonia Sidhu
Arnold Viersen
Brad Vis
Tim Watchorn
John Williamson

GREFFIÈRES DU COMITÉ

Vicky Sedhya Maurice-Sevigny
Danielle Widmer

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

Brett Capwell, analyste
Mehrab Kiarsi, analyste
Shaowei Pu, analyste

DIRECTION DES COMITÉS ET SERVICES LÉGISLATIFS

Lynda Gaudreault, adjointe de Comité

LE COMITÉ PERMANENT DES FINANCES

a l'honneur de présenter son

QUATRIÈME RAPPORT

Conformément au mandat que lui confère l'article 108(2) du Règlement, le Comité a étudié les consultations prébudgétaires en vue du budget de 2026 et a convenu de faire rapport de ce qui suit :

TABLE DES MATIÈRES

RECOMMANDATIONS DU COMITÉ PERMANENT DES FINANCES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES EN PRÉVISION DU BUDGET FÉDÉRAL DE 2026	1
ANNEXE A : LISTE DES TÉMOINS	29
ANNEXE B : LISTE DES MÉMOIRES	37
DEMANDE DE RÉPONSE DU GOUVERNEMENT	99
OPINION DISSIDENTE DU PARTI CONSERVATEUR DU CANADA	101
OPINION DISSIDENTE DU BLOC QUÉBÉCOIS	113



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

RECOMMANDATIONS DU COMITÉ PERMANENT DES FINANCES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES EN PRÉVISION DU BUDGET FÉDÉRAL DE 2026

Le 2 mars 2026, le Comité permanent des finances de la Chambre des communes (le Comité) a lancé des consultations prébudgétaires en prévision du budget de 2026, demandant à des organisations et personnes intéressées de lui soumettre des mémoires. Il a également invité certains témoins à comparaître devant lui pour lui présenter leurs priorités pour ce budget. En tout, il a reçu 1 351 mémoires et tenu cinq réunions, au cours desquelles il a entendu 90 particuliers et représentants d'organismes.

Le Comité tient à remercier toutes les personnes qui ont participé à ces consultations. Les témoignages et les mémoires apportaient un grand nombre d'idées utiles aux fins de la politique publique. Dans le but de rendre compte de ces contributions, nous avons inclus dans le rapport une liste des propositions des témoins (annexe A) et une liste des mémoires (annexe B).

Au vu des témoignages qui lui ont été présentés et des mémoires qu'il a reçus, le Comité recommande que le gouvernement du Canada, dans le respect des compétences de chaque ordre de gouvernement :

Agriculture, alimentation et pêches

Recommandation 1

Mettre en place un programme de relance commerciale lié à la peste porcine africaine afin d'apporter une aide financière au secteur de la transformation de la viande de porc en cas d'éclosions et d'atténuer les conséquences économiques. Le budget de 2026 devrait également donner la priorité à la conclusion rapide d'accords de zonage relatifs à la peste porcine africaine avec les principaux partenaires commerciaux du Canada, notamment le Japon, le Mexique, la Corée du Sud, la Chine et Taïwan, afin de préserver l'accès aux marchés pour les exportations canadiennes de viande de porc.



Recommandation 2

Éviter les formalités administratives à la ferme en veillant à ce que les agriculteurs soient exemptés de toute obligation de déclaration concernant l'utilisation du plastique à l'échelle de l'exploitation.

Recommandation 3

Doter la Commission des pêcheries des Grands Lacs d'un financement stable et accru afin de lui permettre de s'acquitter de son mandat en vertu de la Convention sur les pêcheries des Grands Lacs. Le budget de 2026 devrait prévoir des crédits de base permanents et allouer un financement annuel pour la mise en œuvre du Plan d'infrastructure des Grands Lacs 2025-2035 de la Commission au Canada, ainsi qu'un financement annuel pour l'exploitation d'une station de lutte contre la lamproie marine des lacs de la région inférieure des lacs Érié et Ontario et du sud du lac Huron.

Recommandation 4

Réexaminer les décisions concernant la réduction des effectifs et la fermeture de centres de recherche d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, et renforcer les investissements dans la recherche agricole, le transfert de technologies et les programmes qui favorisent l'adaptation aux changements climatiques.

Arts, culture et médias

Recommandation 5

Modifier la Loi sur le droit d'auteur comme prévu dans le budget de 2025 afin d'adopter le droit de suite de l'artiste au profit des artistes visuels canadiens sur le marché secondaire de l'art.

Recommandation 6

Consacrer et protéger CBC/Radio-Canada, comme le prévoit le Livre vert L'avenir de CBC/Radio-Canada, en adoptant une loi qui renforce l'indépendance du radiodiffuseur public vis-à-vis du gouvernement et des ingérences politiques, et qui établit un financement statutaire stable, conforme au financement moyen des autres radiodiffuseurs publics nationaux des pays du G7, y compris une disposition dans la Loi sur la radiodiffusion visant à fournir à CBC/Radio-Canada des ressources suffisantes à long terme par le biais d'une dotation statutaire par habitant et un mandat public clair pour CBC/Radio-Canada qui renforce son indépendance, notamment par la nomination du président-directeur général par le conseil d'administration de CBC/Radio-Canada.

Recommandation 7

Veiller à ce que les développeurs d'intelligence artificielle (IA) obtiennent l'autorisation d'utiliser des œuvres protégées par le droit d'auteur dans les données d'entraînement et versent une rémunération en contrepartie; rejeter toute exception nouvelle ou élargie au droit d'auteur concernant l'exploration de textes et de données; et exiger la divulgation et la conservation transparentes des sources d'entraînement afin de favoriser le bon fonctionnement du marché des licences. Le budget de 2026 devrait également modifier la Loi sur le droit d'auteur afin de moderniser le régime de la copie privée en le rendant technologiquement neutre et en permettant la mise en place d'une redevance modeste, fixée en fonction du marché, de 3 \$ par appareil, afin de soutenir les créateurs tout en évitant d'exercer une pression accrue sur les dépenses publiques.

Recommandation 8

Instaurer une taxe sur les fournisseurs d'accès Internet.

Recommandation 9

Donner suite aux engagements formulés lors du Sommet de Banff en les traduisant en mesures concrètes et financées.

Recommandation 10

Majorer les investissements en appui aux arts et à la culture par une bonification permanente au crédit parlementaire du Conseil des arts du Canada.

Recommandation 11

Instaurer des incitatifs pour l'utilisation d'œuvres musicales canadiennes existantes dans les productions audiovisuelles, notamment en rendant les licences de synchronisation admissibles aux crédits d'impôts fédéraux.

Recommandation 12

Augmenter le financement annuel du Fonds de la musique du Canada de façon permanente.

Recommandation 13

Soutenir la viabilité et la croissance des emplois dans les salles de nouvelles en maintenant le Crédit d'impôt pour la main-d'œuvre journalistique canadienne à son taux



actuel de 35 % et en élargissant les critères d’admissibilité afin d’inclure les propriétaires-exploitants, la main-d’œuvre en radiodiffusion et les associés des entreprises de nouvelles. Le budget de 2026 devrait également consacrer au moins 25 % des dépenses publicitaires fédérales aux médias d’actualités canadiens du secteur privé, remédier aux disparités en matière de traitement fiscal de la publicité et prolonger indéfiniment l’Initiative de journalisme local afin de soutenir la création d’un journalisme civique original dans les communautés mal desservies. Par ailleurs, le Comité recommande que le gouvernement du Canada protège la propriété intellectuelle des éditeurs de presse canadiens dans le contexte de l’intelligence artificielle, en exigeant des fournisseurs gouvernementaux d’IA qu’ils s’engagent à respecter les principes de transparence, de consentement et d’attribution dans l’utilisation de contenus protégés par le droit d’auteur; en demandant au Bureau de la concurrence d’examiner les questions de concurrence sur les marchés de la recherche et de l’IA, y compris les pratiques des robots d’indexation.

Recommandation 14

Maintenir et renforcer la Loi sur la diffusion continue en ligne en imposant aux plateformes de diffusion en continu des obligations significatives en matière de dépenses pour le contenu canadien et des exigences en matière de diffusion, liées à des définitions rigoureuses du contenu canadien qui accordent la priorité aux talents canadiens.

Recommandation 15

Examiner la mise en place de mesures de soutien supplémentaires afin de garantir que les collectivités rurales et urbaines de tout le Canada aient accès à des installations culturelles.

Organismes caritatifs et sans but lucratif

Recommandation 16

Créer un fonds dédié au secteur social en modifiant la Loi de l’impôt sur le revenu afin de renforcer les capacités du secteur caritatif et à but non lucratif grâce à des investissements ciblés dans les infrastructures communes et le renforcement des capacités. Le budget de 2026 devrait alimenter ce fonds par une contribution modeste et sectorielle — soit une taxe annuelle de 0,025 % sur les actifs inutilisés des fondations, soit un impôt de 1 % sur les revenus d’investissement des fondations, ces contributions étant prises en compte dans le calcul des obligations au titre du contingent de décaissement — tout en veillant à ce que le fonds soit géré par un organisme indépendant et autonome représentant les parties prenantes du secteur. En outre, le

Comité recommande que le fonds soit géré conformément à un plan stratégique national clairement défini, assorti de solides garanties en matière de gouvernance et de transparence, et soumis à un examen obligatoire tous les cinq ans afin d'en évaluer l'efficacité et la reddition de comptes.

Recommandation 17

Mettre en place un réseau d'intervention précoce pour les jeunes hommes et les garçons, soutenu par un financement pluriannuel, et investir dans des projets annuels de recherche sur la santé des hommes qui sont représentatifs des hommes à l'échelle nationale.

Recommandation 18

Maintenir le financement des principaux produits de données du secteur à but non lucratif et veiller à ce que les exigences fédérales renforcées en matière de rapports permettent d'obtenir des données de haute qualité et accessibles, sans pour autant créer un fardeau administratif excessif. Le budget de 2026 devrait également renforcer les relations entre le gouvernement fédéral et le secteur à but non lucratif, réduire les contraintes administratives afin de maximiser l'impact social des financements fédéraux, établir un cadre réglementaire contraignant concernant le développement et le déploiement des systèmes d'intelligence artificielle, et collaborer avec l'Alliance pour la main-d'œuvre dans le secteur des soins afin de constituer un personnel de soins solide et résilient au sein du secteur à but non lucratif.

Recommandation 19

Moderniser les partenariats fédéraux avec les fournisseurs de services à but non lucratif afin d'améliorer la prestation des services et de réduire le fardeau administratif.

Recommandation 20

Réduire le fardeau administratif lié aux subventions et aux contributions fédérales accordées aux organismes à but non lucratif en adoptant une approche « un partenaire, un profil » afin d'éliminer les tâches administratives redondantes lorsque ces organismes sont financés par plusieurs bailleurs de fonds fédéraux.



Éducation et emploi

Recommandation 21

Élaborer un cadre national d'harmonisation de l'offre de main-d'œuvre dans l'enseignement postsecondaire, afin de coordonner les plans de développement économique fédéraux et provinciaux avec les programmes offerts par les établissements d'enseignement, en mettant l'accent sur les collèges et les écoles polytechniques.

Recommandation 22

Veiller à ce que le financement fédéral destiné aux programmes de formation aux métiers spécialisés, à la formation professionnelle et aux techniques appliquées dans les établissements postsecondaires soit délibérément axé sur les besoins du marché du travail et les objectifs économiques, et privilégie les établissements publics.

Recommandation 23

Créer un Fonds pour l'amélioration des résultats chez les enfants et les jeunes afin d'obtenir de meilleurs résultats pour les jeunes dans tout le pays. Le budget de 2026 devrait également moderniser la main-d'œuvre travaillant auprès des enfants et des jeunes en tant qu'infrastructure essentielle à la productivité, investir dans des systèmes nationaux de données et de suivi des résultats, améliorer l'accès aux services communautaires et les parcours d'orientation, et élargir les possibilités d'emploi et de perfectionnement des compétences pour les jeunes, en les intégrant aux soutiens communautaires.

Recommandation 24

Mettre en place un cadre relatif aux établissements reconnus afin d'assurer un traitement simplifié et prévisible des demandes d'autorisation pour les universités canadiennes qui respectent les normes établies en matière de conformité et de qualité de l'éducation.

Recommandation 25

Prévoir une directive de réorientation d'au moins 10 % des enveloppes des ententes sur le développement du marché du travail et des ententes sur le développement de la main-d'œuvre vers le développement des compétences numériques et l'adoption responsable de l'intelligence artificielle (IA) en milieu de travail, en ciblant prioritairement les travailleurs de 18 à 40 ans.

Recommandation 26

Renouveler et renforcer le système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants grâce à des accords de financement à long terme, à des investissements accrus dans les infrastructures, à des mécanismes de financement durables et en continuant à privilégier les fournisseurs de services de garde à but non lucratif et publics, afin d'améliorer l'abordabilité, l'accessibilité et la qualité.

Recommandation 27

Favoriser l'abordabilité et la croissance économique en renforçant le Programme canadien d'aide financière aux étudiants, notamment en augmentant le montant maximal de la bourse canadienne aux étudiants et le plafond hebdomadaire des prêts.

Recommandation 28

Élargir l'accès à la résidence permanente et renouveler les permis de travail.

Recommandation 29

Consulter les syndicats afin d'élaborer ou de moderniser les lois et règlements en matière de protection de la vie privée, de travail, d'emploi et d'intelligence artificielle (IA). Veiller à ce que le développement de l'IA dans le secteur public n'entraîne pas de pertes d'emplois ni de privatisation des services publics. Développer une infrastructure numérique publique.

Recommandation 30

Allouer des fonds par l'intermédiaire d'Emploi et Développement social Canada en vue de la création d'un Fonds national pour l'égalité des sexes au sein du personnel enseignant des Premières Nations dans les régions nordiques, dans le but de favoriser l'autosuffisance sur le marché du travail, et ce, en investissant dans le perfectionnement professionnel, l'accréditation professionnelle et la mobilité professionnelle des femmes travaillant dans les secteurs de l'éducation des Premières Nations en régions éloignées et nordiques. Le budget de 2026 devrait également renforcer la main-d'œuvre nationale en incitant les établissements d'enseignement postsecondaire à mettre en œuvre des systèmes normalisés d'évaluation et de reconnaissance des acquis, des microcertifications cumulables et des modèles communautaires afin de libérer pleinement le potentiel professionnel et économique des travailleurs et travailleuses du secteur de l'éducation dans les régions éloignées et nordiques.



Équité et politique sociale

Recommandation 31

S'engager à fournir un financement pluriannuel afin de soutenir les organisations nationales de défense des droits des femmes qui œuvrent en faveur d'un changement systémique, protègent les droits des femmes, luttent contre la violence sexiste et améliorent la sécurité économique et la prospérité des femmes. Le budget de 2026 devrait également prévoir un financement annuel pour le Programme des femmes mené par Femmes et Égalité des genres Canada afin de soutenir des projets pluriannuels dirigés par des organisations de défense des droits des femmes et d'égalité entre les sexes aux échelons local, régional et national, ainsi qu'investir chaque année pour assurer la pérennité du Plan d'action national visant à mettre fin à la violence fondée sur le sexe pendant toute la durée de ses dix ans. Le Comité permanent des finances de la Chambre des communes recommande également que le gouvernement du Canada applique l'analyse comparative entre les sexes élargie de manière transparente à l'ensemble des politiques, des textes législatifs et des décisions budgétaires afin d'évaluer leurs effets sur les différents groupes de population et d'y remédier, notamment dans le cadre de la restructuration de la fonction publique et des travaux du Bureau des grands projets, et ce, afin de garantir des résultats plus équitables pour les Canadiens dans toute leur diversité.

Recommandation 32

Veiller à ce que les organisations de femmes francophones et acadiennes issues de communautés minoritaires bénéficient d'un financement accru afin de soutenir la mise en œuvre du Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe.

Recommandation 33

Mettre en place un cadre de collecte de données spécifiques aux Communautés de langue officielle en situation minoritaire afin de permettre la réalisation d'une analyse comparative entre les sexes plus qui est exhaustive.

Recommandation 34

Augmenter le financement annuel de base des organismes d'éducation et d'information juridiques publics financés par le biais du Programme juridique de partenariats et d'innovation et s'engager à garantir à ces organismes un financement à long terme indexé sur l'inflation.

Recommandation 35

Accorder un financement permettant de poursuivre et de soutenir le programme d'inclusion professionnelle « Prêts, disponibles et capables ».

Recommandation 36

Réaffirmer l'engagement de 10 ans du Canada en matière de santé et de droits dans le monde en maintenant les investissements annuels. Le budget de 2026 devrait également assurer un financement annuel pour les programmes relatifs à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, afin de favoriser l'accès à des services essentiels pour les femmes, les filles et membres des communautés LGBTIQ+ à l'échelle mondiale.

Institutions financières et systèmes de paiement

Recommandation 37

Modifier la Loi sur la faillite et l'insolvabilité fédérale afin que les sanctions financières infligées par les organismes de réglementation des marchés financiers en cas de fraude, de manipulation du marché et de fausses déclarations ne soient pas annulées en cas de libération de la faillite.

Recommandation 38

Intégrer dès le départ des mesures de protection contre la fraude et la criminalité financière dans la nouvelle infrastructure.

Recommandation 39

Lutter contre la fraude et les escroqueries dans le secteur bancaire.

Recommandation 40

Établir des règles claires et uniformes concernant les monnaies stables dans l'ensemble des administrations canadiennes, ainsi que dans l'ensemble des lois à ce sujet, à l'instar de la loi CLARITY aux États-Unis, et harmoniser la réglementation canadienne sur les monnaies stables avec les normes internationales.

Recommandation 41

Mettre en place un cadre relatif au système bancaire ouvert permettant aux Canadiens d'exercer un plus grand contrôle sur leurs données financières.



Recommandation 42

Inclure les assureurs à charte provinciale dans la portée de la solution fédérale relative aux tremblements de terre.

Recommandation 43

Lancer dans les délais prévus le système de paiement en temps réel, le système bancaire ouvert et le cadre fédéral en matière de monnaie stable.

Recommandation 44

Renforcer les efforts de lutte contre la fraude, le blanchiment d'argent et la criminalité financière grâce à une meilleure coordination entre les gouvernements, les services répressifs et les institutions financières.

Politique étrangère

Recommandation 45

Dédier un financement conséquent à la reconstruction de Gaza et à la réponse humanitaire en République démocratique du Congo.

Recommandation 46

Garantir une aide humanitaire prévisible, flexible et fondée sur les besoins, y compris un seuil minimal garanti de cette aide, par exemple grâce à un financement pluriannuel qui renforce les capacités des partenaires tant locaux qu'internationaux.

Recommandation 47

Assurer l'intégrité législative de l'aide publique au développement (APD) notamment en préservant un niveau suffisant d'APD et une allocation guidée par la pauvreté et la fragilité et en accroissant la transparence de l'enveloppe de l'aide internationale.

Recommandation 48

Investir davantage dans les coopératives, les organisations de producteurs et productrices, les institutions locales et les mécanismes de gouvernance démocratique comme leviers pour structurer des marchés inclusifs, des partenariats commerciaux durables et des investissements redevables.

Recommandation 49

Protéger l'intégrité de l'aide publique au développement international.

Recommandation 50

Garantir un financement annuel de base au titre de l'aide publique au développement afin de soutenir la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement. Le budget de 2026 devrait également améliorer l'aide humanitaire fondée sur des principes.

Recommandation 51

Réaffirmer l'égalité des genres et l'autonomisation économique des femmes comme levier de réduction de la pauvreté et donc, comme priorités centrales de l'aide publique au développement, y compris dans les initiatives liées à la finance climatique, au commerce et à la mobilisation du secteur privé.

Recommandation 52

En collaboration avec des démocraties partageant les mêmes valeurs et les pays donateurs traditionnels, soutenir la création d'un réseau mondial indépendant et doté de ressources suffisantes afin de protéger, de mettre en relation et de financer les défenseurs de la démocratie et des droits de la personne. Le gouvernement du Canada devrait également remplacer le financement rigide et à court terme des projets par un soutien flexible, rapide, direct et à long terme qui favorise les investissements dans les personnes, les mouvements et les activités fondamentales, ainsi que mettre en place un mécanisme d'intervention rapide pour faire face aux crises mettant en péril la démocratie et les droits de la personne, comprenant notamment un financement d'urgence, le déploiement d'experts, des recours juridiques, une sécurité numérique et une protection pour les défenseurs en danger.

Santé

Recommandation 53

Modifier la Loi de l'impôt sur le revenu afin de remplacer la procédure actuelle de demande de remboursement des frais médicaux liés aux produits sans gluten par un crédit d'impôt fédéral fixe entièrement remboursable pour les Canadiens atteints de la maladie cœliaque.



Recommandation 54

S'appuyer sur les progrès déjà réalisés dans la mise en œuvre du régime national d'assurance-médicaments en poursuivant les discussions bilatérales avec toutes les autres provinces et tous les autres territoires visant à améliorer l'accès aux médicaments, et en s'efforçant de finaliser les accords d'assurance-médicaments avec l'ensemble des provinces et territoires.

Recommandation 55

Veiller à ce que la recherche et l'innovation en santé mentale bénéficient d'un financement équitable, reflétant le fardeau de la maladie et du handicap au sein de la société.

Recommandation 56

Fixer des cibles nationales en matière de pratique du sport chez les jeunes et les adultes, afin de favoriser le bien-être et de réaliser des économies annuelles dans le secteur de la santé d'ici 2035.

Recommandation 57

Inclure un engagement en faveur de l'amélioration de la santé mentale périnatale dans un cadre ou une stratégie nationale pour la santé des femmes. Le budget de 2026 devrait établir des normes de soins plus claires pour les personnes qui accouchent, élargir l'accès à des interventions de première ligne à faible coût, telles que le soutien par les pairs et la psychothérapie, et soutenir le développement d'une nouvelle plateforme numérique permettant d'offrir un dépistage virtuel, un aiguillage vers des spécialistes et une prise en charge par paliers aux mères et aux personnes qui accouchent.

Recommandation 58

Intégrer la sclérose en plaques dans la procédure simplifiée de demande de crédit d'impôt pour personnes handicapées pour les affections médicales de longue durée, afin de réduire les formalités administratives à répétition ainsi que les démarches coûteuses et chronophages auprès des professionnels de santé.

Recommandation 59

Accroître le Transfert canadien en matière de santé, faire respecter la Loi canadienne sur la santé et renouveler et rendre permanent les programmes temporaires qui arrivent à échéance.

Recommandation 60

Investir dans la phase 3 de l'initiative Zéro déchet plastique et dans l'économie circulaire afin de faire progresser les efforts visant à réduire les déchets plastiques et à soutenir une économie circulaire. Le budget de 2026 devrait également rendre permanent le financement du Plan de gestion des produits chimiques au moyen de services votés, afin de garantir la protection continue de la santé humaine et de l'environnement.

Recommandation 61

Investir davantage dans le Fonds pour les infrastructures de santé afin de renforcer les capacités de construction et de modernisation des infrastructures de santé essentielles, et collaborer avec les provinces et les territoires pour aider les centres de soins primaires et les hôpitaux à passer de dossiers médicaux électroniques en vase clos à des systèmes interopérables.

Recommandation 62

Moderniser les crédits d'impôt pour personnes handicapées.

Recommandation 63

Renouveler pour 10 ans un investissement dédié à la santé mentale et à la prise en charge des dépendances afin que les Canadiens puissent continuer à bénéficier de services communautaires essentiels, à l'extérieur des hôpitaux.

Recommandation 64

Repenser le programme des transferts en santé qu'il tienne compte du vieillissement de la population.

Recommandation 65

Mettre à jour et enrichir au moins une fois par an le portail Web « Avortement au Canada » de Santé Canada afin de garantir aux Canadiens l'accès à des informations à jour et complètes. Le budget de 2026 devrait également prévoir des modifications à la Loi de l'impôt sur le revenu afin d'exiger une plus grande transparence de la part des centres de soutien aux femmes enceintes opposés à l'avortement, dans le but d'atténuer les préjudices subis par les clientes et d'empêcher l'utilisation abusive du statut d'organisme de bienfaisance.



Logement

Recommandation 66

Mettre en place un crédit d'impôt fédéral remboursable destiné aux locataires, basé sur les revenus et intégré aux programmes d'avantages fiscaux existants, tout en permettant de déduire fiscalement une partie des loyers résidentiels admissibles, afin d'apporter une aide prévisible et ciblée aux ménages à faibles et moyens revenus aux prises avec des coûts de logement élevés.

Recommandation 67

Fixer, dans les six mois suivant la présentation du budget de 2026, des objectifs nationaux clairs visant à accroître l'offre de logements sociaux et communautaires, tout en veillant à ce que tous les projets de logements abordables financés par le gouvernement fédéral prévoient des loyers abordables de façon permanente, fondés sur le revenu des ménages, et intégrer ces objectifs à la Stratégie nationale sur le logement afin d'améliorer l'abordabilité du logement à long terme pour les Canadiens à faible revenu ou à revenu modeste.

Recommandation 68

Renouveler le Fonds d'urgence pour les traitements en prévoyant des crédits supplémentaires sur une période de trois ans afin de permettre aux municipalités et aux communautés autochtones de combler des lacunes critiques en matière de services liés à la toxicomanie et à la réadaptation partout au Canada.

Recommandation 69

Garantir l'accès à un logement abordable pour les personnes âgées à faible revenu.

Peuples autochtones

Recommandation 70

Comblent le déficit infrastructurel des Premières Nations d'ici 2030 en améliorant rapidement les résultats socio-économiques grâce à des investissements soutenus et en désignant les infrastructures des Premières Nations dans la Loi visant à bâtir le Canada comme des projets d'intérêt national. Le budget de 2026 devrait également éliminer l'arriéré lié aux ajouts aux réserves afin de garantir un accès équitable aux terres pour les communautés des Premières Nations. Le Comité recommande également d'accroître les investissements dans le logement des Premières Nations afin de soutenir le droit des

personnes et des familles de vivre et d'élever leurs enfants dans les réserves, ainsi que d'augmenter rapidement le financement consacré au logement dans les réserves afin de remédier aux pénuries et d'améliorer les conditions de vie dans les collectivités des Premières Nations.

Recommandation 71

Mettre en place un financement durable pour les services de santé mentale, de prise en charge de la consommation de substances et de lutte contre les toxicomanies dirigés par les Autochtones en milieu urbain, afin d'améliorer la santé des Autochtones, d'alléger la pression sur le système de santé et de renforcer la sécurité communautaire. Le budget de 2026 devrait également soutenir l'élargissement et la stabilisation des programmes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants dirigés par les Autochtones et offerts par l'intermédiaire des Centres d'amitié de l'Ontario, afin de mieux répondre aux besoins des enfants et des familles autochtones vivant en milieu urbain.

Recommandation 72

Élaborer conjointement avec les gouvernements métis des programmes de financement tenant compte des spécificités de ce peuple afin de soutenir le logement, la participation économique et les programmes sociaux. Le budget de 2026 devrait prévoir des fonds pour soutenir le renouvellement de l'Accord auxiliaire sur le logement Canada-Nation métisse, investir dans la participation économique de la Nation métisse au programme visant à bâtir le Canada, renouveler les programmes urbains et jeunesse dirigés par les Métis, ainsi que renouveler et élargir la Stratégie d'éducation postsecondaire de la Nation métisse, tout en augmentant le financement annuel récurrent et en indexant ce montant.

Recommandation 73

Continuer à investir dans les services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants à l'échelle du Canada, ainsi que dans les services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants destinés aux communautés autochtones, afin de mettre en place un tarif de 10 \$ par jour pour la garde d'enfants et de garantir un accès équitable à des services de garde abordables et de grande qualité pour les familles des Premières Nations, des Métis et des Inuits.



Recommandation 74

Étendre l'accès à des sources d'énergie à faibles émissions dans les communautés autochtones, rurales et isolées en garantissant un choix énergétique abordable par l'inclusion du propane dans les programmes fédéraux d'aide à l'énergie en milieu rural.

Recommandation 75

Agir sans tarder pour garantir l'accès des Premières Nations à une eau potable de qualité et éliminer les avis de longue durée relatifs à la qualité de l'eau, en déposant à nouveau le projet de loi sur l'eau potable des Premières Nations lors de la prochaine session parlementaire, en investissant dans la protection des sources d'eau et dans les infrastructures d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées, et en soutenant la mise en œuvre de cette loi grâce à un financement adéquat. Le budget de 2026 devrait également prévoir un financement adéquat pour soutenir la pleine participation des Premières Nations à la modernisation de la Loi sur les ressources en eau du Canada et à l'élaboration d'une stratégie nationale de sécurité de l'eau, accorder un financement à chacune des 133 Premières Nations de l'Ontario afin de renforcer leurs capacités en matière de consultations relatives aux projets d'intérêt national dans le cadre de la Loi visant à bâtir le Canada et investir des fonds pour renforcer la capacité des Premières Nations à contribuer aux initiatives en faveur de la biodiversité et à faire progresser les actions prévues dans le cadre d'Une force de la nature : la stratégie du Canada pour protéger la nature.

Recommandation 76

Investir des fonds pour renouveler le programme d'objectifs de conservation marine et soutenir les initiatives de conservation, de gouvernance et de gestion responsable du milieu marin dirigées par les Premières Nations.

Recommandation 77

Investir, via l'Initiative de la radio communautaire, aux radios communautaires, autochtones et universitaires.

Recommandation 78

Reconnaître les services de police des Premières Nations comme un service essentiel devant disposer d'un financement stable, élargir l'accès aux services de santé et repenser les programmes de financement fédéraux afin de mettre en place des approches tenant compte des spécificités des Premières Nations et de verser des transferts directs à

celles-ci pour des services tels que la santé, l'éducation et le logement. De plus, le Comité recommande que le gouvernement du Canada protège et renforce le financement des programmes destinés aux Premières Nations pour s'assurer qu'il suive le rythme des transferts provinciaux, voire les dépasse; qu'il mette en place un cadre national de partage des bénéfices afin de garantir la participation des Premières Nations au projet d'exploitation des ressources et de développement des infrastructures, ainsi que leur part des recettes qui en découlent; et qu'il veille à ce que les Premières Nations participent de manière constructive à la conception d'un éventuel fonds souverain et y soient pleinement associées sur le plan économique. Le budget de 2026 devrait également prévoir des investissements dans les infrastructures scolaires des Premières Nations afin de remédier à la surpopulation et aux conditions dangereuses des écoles, soutenir une approche menée par les Premières Nations en matière d'apprentissage tout au long de la vie et de développement de la main-d'œuvre dans les secteurs à forte demande, garantir un accès privilégié aux initiatives nationales de formation, et respecter les engagements en matière de réconciliation en donnant suite aux appels à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation ainsi qu'aux appels à la justice formulés dans le cadre de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Recommandation 79

Réinstaurer un chapitre consacré aux peuples autochtones dans le budget fédéral, comportant des sections fondées sur les spécificités, afin de garantir que les Inuits puissent facilement repérer les fonds qui leur sont destinés et y avoir accès. Le budget de 2026 devrait proposer un crédit d'impôt remboursable, basé sur les revenus, pour les résidents à faibles revenus de l'Inuit Nunangat, mettre en place un financement permanent pour remplacer l'initiative « Les enfants inuits d'abord » et adopter une loi d'habilitation visant à soutenir la création de l'Université de l'Inuit Nunangat, dont l'ouverture est prévue d'ici 2030. De plus, le Comité recommande de soutenir la mise en place d'une carte d'identité inuite nationale, de créer un fonds d'infrastructure pour l'Inuit Nunangat fondé sur les spécificités dans cette région, de prévoir des fonds à la fois pour l'investissement initial et pour le financement annuel des infrastructures judiciaires gérées par les Inuits; ainsi que d'allouer des fonds pour éradiquer la tuberculose dans l'Inuit Nunangat.

Recommandation 80

Renforcer la sécurité et le bien-être au sein des communautés inuites en améliorant l'accès à des logements abordables, à des espaces sûrs et à des logements de transition pour les femmes inuites fuyant la violence. Le budget de 2026 devrait également garantir



un accès équitable à des programmes de santé et de guérison adaptés à la culture et au genre, conçus pour les femmes, les filles et les personnes inuites de diverses identités de genre, afin que personne ne soit laissé pour compte.

Industrie et innovation

Recommandation 81

Mettre en place une architecture moderne en matière de sciences et de technologies afin de renforcer la recherche au Canada.

Recommandation 82

S'engager à être le premier client des entreprises canadiennes de lancement.

Recommandation 83

Mettre en place un volet spécial dans le cadre de la Stratégie canadienne en matière d'énergie nucléaire, lequel serait axé sur la promotion d'une approche nationale ciblée en matière d'isotopes. Le budget de 2026 devrait tirer parti de l'expertise d'un groupe consultatif national sur les isotopes afin de renforcer les capacités du Canada en la matière et de soutenir l'innovation, la recherche et l'approvisionnement dans ce secteur essentiel.

Recommandation 84

Permettre de nouvelles missions en orbite terrestre basse et dans l'espace cislunaire en tirant parti des partenariats public-privé.

Recommandation 85

Veiller à la mise en œuvre rapide des améliorations apportées au programme de Recherche scientifique et développement expérimental (RS&DE) dans le budget 2025 et considérer le Fonds de réponse stratégique, le programme BOREALIS et le développement des carburants d'aviation durables comme des possibilités essentielles pour les investissements dans l'innovation spécifique au secteur aérospatial.

Recommandation 86

Créer un Fonds national d'investissement coopératif afin d'offrir des capitaux à long terme et remboursables destinés à la création, à l'expansion, à la modernisation et à la conversion d'entreprises coopératives, dans le but de renforcer les économies locales, de

faciliter le repreneuriat et d'améliorer l'accès du secteur coopératif à des capitaux à long terme.

Recommandation 87

Étendre l'admissibilité au programme des actions accréditatives au secteur de la défense et des technologies à double usage, pour y accroître l'afflux de capitaux de risque.

Recommandation 88

Élaborer et mettre en œuvre une nouvelle stratégie industrielle spatiale nationale qui inclut le lancement spatial comme élément central.

Recommandation 89

Investir dans les infrastructures essentielles à l'appui des capacités de lancement spatial.

Recommandation 90

Moderniser et alléger les mesures incitatives fiscales fédérales pour l'investissement en simplifiant les conditions d'admissibilité, en améliorant l'accès pour les petites et moyennes entreprises (PME), et en mettant en place un régime permanent de crédit d'impôt à l'investissement remboursable pour les investissements visant à accroître la productivité dans les secteurs de la fabrication de pointe, des infrastructures numériques, de l'intelligence artificielle, des technologies propres, ainsi que des infrastructures stratégiques nationales de production, de transformation, d'entreposage et de distribution des produits alimentaires.

Recommandation 91

Favoriser l'adoption et la transformation des technologies numériques et de l'IA au sein des PME par la mise en place d'investissements stratégiques, d'un suivi public et de bacs à sable visant à réduire les risques liés aux nouvelles technologies.

Recommandation 92

Prendre des mesures pour cultiver les talents et constituer une main-d'œuvre spécialisée dans les lancements spatiaux.



Recommandation 93

Collaborer avec les grands centres de recherche afin de mettre en place un cadre national modernisé, reposant sur un modèle de gestion fédérale claire et de financement holistique basé sur le cycle de vie, dans le but de transformer ces atouts nationaux en un réseau cohésif à fort impact qui permettra de tirer le meilleur parti de l'avantage stratégique du Canada, de stimuler l'innovation, de faire avancer la mission nationale et de favoriser une croissance nationale durable ainsi qu'un leadership mondial.

Infrastructures et transports

Recommandation 94

Accroître les investissements dans les communautés autochtones du Nord afin de protéger les infrastructures essentielles et de permettre une participation au capital social ainsi qu'un développement stratégique dans des secteurs d'intérêt national, notamment la défense et l'exploitation des ressources minérales, par exemple grâce à la création d'un centre d'excellence autochtone pour l'exploitation des ressources minérales. Le budget de 2026 devrait inscrire ces investissements parmi les priorités de développement national définies dans le cadre Bâtir le Canada, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités, les investissements dans des projets prêts à démarrer, les infrastructures à double usage et les mesures de soutien visant à remédier aux pénuries de main-d'œuvre, y compris les répercussions sur le manque de logements.

Recommandation 95

Investir dans les transports en commun intra- et interprovinciaux.

Recommandation 96

Procéder aux investissements majeurs qui s'imposent dans les infrastructures de transport, notamment dans le Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires, pour adapter les aéroports régionaux québécois à des volumes plus élevés et bonifier l'offre de desserte régionale.

Recommandation 97

Dévoiler le montage de la gouvernance et du financement du projet de train à grande vitesse le plus tôt possible tout en garantissant la continuité des autres programmes de transport collectif est aussi nécessaire.

Transition vers une économie à faible carbone

Recommandation 98

Modifier la définition de « bien de technologie propre » dans la Loi de l'impôt sur le revenu (LIR) afin d'élargir le champ d'application au-delà des unités à air et géothermiques, notamment en modifiant le sous-alinéa 127.45(1)d)(iii) afin d'y inclure spécifiquement « les thermopompes qui récupèrent la chaleur provenant d'une ou de plusieurs des sources suivantes : les eaux usées et effluents municipaux; les centres de données et les procédés industriels; la climatisation des bâtiments et les eaux de surface, y compris les rivières, les lacs et les océans » et en modifiant le sous-alinéa 127.45(1)d)(v) pour autoriser explicitement les systèmes intégrés combinant différents projets admissibles au Crédit d'impôt à l'investissement, comme un projet géothermique combiné à une thermopompe à récupération de chaleur.

Recommandation 99

Mettre à jour les définitions dans le Règlement de l'impôt sur le revenu pour correspondre aux nouveaux critères de la LIR en révisant l'annexe II, catégorie 43.1d)(i)(III) comme suit : « (III) l'équipement faisant partie d'un système de thermopompe à air qui transfère la chaleur provenant de l'air extérieur, y compris les conduites de réfrigérant, le matériel de conversion de l'énergie et le matériel de stockage de l'énergie thermique, l'équipement de contrôle et l'équipement conçu pour permettre au système d'interagir avec d'autres équipements de chauffage et de refroidissement; (IV) l'équipement faisant partie d'un système de thermopompe qui transfère l'énergie thermique des eaux usées et des effluents municipaux, des centres de données et des procédés industriels, de la climatisation des bâtiments ou des eaux de surface, y compris les rivières, les lacs et les océans, de l'air extérieur, y compris les conduites de réfrigérant, l'équipement de conversion d'énergie, l'équipement de stockage d'énergie thermique, l'équipement de contrôle et l'équipement conçus pour permettre au système d'interagir avec d'autres équipements de chauffage et de refroidissement ».

Recommandation 100

Mettre en place une chaîne d'approvisionnement pour les véhicules zéro émission au Canada et la soutenir grâce à des investissements stratégiques visant les producteurs, les transformateurs et les innovateurs canadiens dans le domaine des minéraux destinés aux batteries. Le budget de 2026 devrait également soutenir le développement du marché canadien des véhicules électriques en proposant des mesures axées sur la demande, notamment le financement des infrastructures de recharge, et protéger et



renforcer la production de propriété intellectuelle canadienne au sein des chaînes de valeur des matériaux critiques et de la fabrication de pointe.

Recommandation 101

S'appuyer sur l'engagement pris dans le budget de 2025 concernant la mise en place du programme pilote « Service jeunesse pour le climat » en créant une structure permanente et dotée de ressources suffisantes, qui offrira des emplois, des formations et des parcours professionnels aux jeunes Canadiens âgés de 35 ans et moins afin de lutter contre la crise climatique.

Recommandation 102

Mettre en place un crédit d'impôt permanent et remboursable pour les rénovations domiciliaires qui visent à améliorer l'efficacité énergétique, la résilience climatique, l'accessibilité et la qualité du logement, y compris les projets de rénovation en profondeur, à condition que les travaux visés soient réalisés par des professionnels qualifiés et soient justifiés par des reçus vérifiables, ce qui permettra de soutenir la productivité, de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'encourager le respect des normes au sein du secteur de la construction.

Recommandation 103

Simplifier, clarifier et prolonger au moins jusqu'en 2040 les crédits d'impôt à l'investissement dans l'économie propre afin de tenir compte des délais des grands projets, d'offrir une plus grande sécurité en matière d'investissement, d'alléger les formalités administratives (ce qui facilitera le recours à ces mesures et leur efficacité), d'élargir les critères d'admissibilité pour englober les équipements de transport et de distribution d'électricité intraprovinciaux, et de mettre en place un supplément lié au contenu national afin d'encourager l'achat de produits fabriqués au Canada et de renforcer les chaînes d'approvisionnement nationales.

Recommandation 104

Mettre en place des exigences en matière de gaz naturel renouvelable afin d'accroître la capacité de mélange des carburants et de réduire les émissions provenant des infrastructures gazières, y compris les systèmes à hydrogène et à gaz naturel renouvelable. Le budget de 2026 devrait également instaurer un mécanisme de financement fédéral pour soutenir l'expansion des réseaux électriques provinciaux afin de répondre à la demande des centres de données, en veillant à ce que cette croissance n'entraîne pas d'augmentation des coûts pour les consommateurs.

Recommandation 105

Instaurer un crédit d'impôt pour la résilience ou un programme de financement ciblé afin de soutenir la mise à l'épreuve des intempéries des infrastructures électriques et de protéger le réseau contre l'exposition croissante aux phénomènes météorologiques extrêmes, notamment les feux de forêt.

Recommandation 106

Rendre admissibles les équipements de production de carburants propres au crédit d'impôt à l'investissement dans les technologies propres.

Recommandation 107

Optimiser le crédit d'impôt à l'investissement pour l'hydrogène propre en apportant des modifications ciblées à la législation fiscale en 2026 afin d'accroître la souplesse, d'élargir les critères d'admissibilité (pour y inclure les produits dérivés et les actifs connexes), de clarifier les définitions et les modèles clés, de reconnaître les certificats d'énergie propre, d'améliorer les dispositions opérationnelles et de renforcer la sécurité des investissements et les chaînes d'approvisionnement nationales.

Recommandation 108

Reconduire et bonifier le Fonds pour les combustibles propres couvrant l'ensemble du cycle de développement des projets, de la faisabilité jusqu'à la mise en service.

Recommandation 109

Soutenir la création d'une filière d'énergie renouvelable communautaire au Nunavik, notamment par le déploiement de projets éoliens coopératifs, en complémentarité avec les objectifs de transition énergétique, de sécurité énergétique et de réduction des coûts du diesel.

Ressources naturelles

Recommandation 110

Modifier la Loi de l'impôt sur le revenu afin d'inclure explicitement le phosphate de roche sédimentaire dans la définition du terme « ressource minérale », ce qui permettra un accès au financement par actions accréditatives et uniformisera l'admissibilité aux incitatifs fédéraux à l'exploration.



Recommandation 111

Investir conjointement avec les gouvernements provinciaux, les partenaires autochtones et l'industrie afin d'accélérer le développement d'installations de purification et de liquéfaction d'hélium à grande échelle, et mettre en place une chaîne d'approvisionnement nationale souveraine et durable en hélium pour soutenir les soins de santé et la recherche. Le budget de 2026 devrait également prévoir des fonds suffisants, gérés par Innovation, Sciences et Développement économique Canada, pour soutenir la mise en place et l'optimisation de systèmes de récupération et de recyclage de l'hélium dans les établissements de recherche et de santé canadiens, afin de réduire les pressions liées à la demande et de protéger les investissements dans les infrastructures essentielles.

Recommandation 112

Faire de la résilience face aux feux de forêt une priorité nationale en matière de prévention, en supprimant les obstacles réglementaires freinant la mise en place de mesures de réduction des risques et en soutenant la modélisation prédictive de la propagation des feux ainsi que le renforcement des capacités de lutte contre les incendies des populations autochtones. Le budget de 2026 devrait également mettre à profit les programmes fédéraux d'approvisionnement et de logement pour déployer à grande échelle des méthodes modernes de construction reproductibles, notamment des conceptions normalisées et des référentiels de modèles conçus pour la fabrication et l'assemblage, en tirant parti des projets fédéraux à court terme tels que ceux de la Défense nationale et de l'Agence de logement des Forces canadiennes, et en adoptant des critères d'approvisionnement qui privilégient la rapidité d'exécution, les matériaux canadiens et un excellent rendement environnemental.

Recommandation 113

Prévoir des crédits pour assurer la poursuite des activités de l'observatoire océanique national du Canada, Ocean Networks Canada. Le budget de 2026 devrait accorder des fonds adéquats pour assurer la pérennité des activités de l'observatoire et soutenir la surveillance et la recherche océanographiques.

Recommandation 114

Financer le fonds pour la sécurité des bassins versants de la C.-B. afin de renforcer les initiatives clés dans ce domaine à l'échelle de la province et faire progresser les engagements fédéraux en matière de résilience climatique, de sécurité de l'eau et de protection de l'eau douce.

Sûreté et sécurité

Recommandation 115

Renforcer la capacité de l'Agence des services frontaliers du Canada à intercepter les armes à feu de contrebande.

Recommandation 116

Mettre à la disposition des services policiers des ressources afin de renforcer les enquêtes liées à la fraude et d'appuyer les efforts de sensibilisation et de prévention.

Recommandation 117

Faire en sorte que les peines imposées aux personnes reconnues coupables de fraude reflètent davantage la gravité du crime, afin d'assurer un véritable effet dissuasif.

Impôts

Recommandation 118

Entreprendre un examen approfondi du régime fiscal canadien afin de renforcer la productivité, la croissance économique et la compétitivité, et ce, en réduisant progressivement les charges fiscales pesant sur le travail, l'épargne, l'entrepreneuriat et l'investissement, tout en envisageant des réformes fiscalement neutres qui s'appuient principalement sur une fiscalité axée sur la consommation et qui offrent une meilleure protection aux Canadiens à faibles revenus grâce à des crédits d'impôt remboursables et à des aides au revenu ciblées.

Recommandation 119

Rendre le crédit canadien pour aidant naturel remboursable afin de garantir que les aidants familiaux, en particulier ceux ayant un faible revenu, puissent en bénéficier pleinement, quel que soit leur revenu imposable. Cette mesure permettrait d'offrir un soutien plus équitable aux Canadiens qui fournissent des soins essentiels non rémunérés à des membres de leur famille et à des proches.

Recommandation 120

Doubler la Prestation pour enfants handicapés afin de mieux compenser les coûts additionnels liés aux soins et à l'accompagnement des personnes handicapées.



Recommandation 121

Augmenter la Prestation canadienne pour personnes handicapées, en élargir les critères d'admissibilité et en simplifier le processus de demande.

Recommandation 122

Rendre la « superdéduction » à la productivité (incitatif à l'amortissement accéléré) permanente plutôt que de l'éliminer progressivement à compter de 2030.

Recommandation 123

Créer un barème progressif de droits d'accise pour les brasseries dont la production se situe entre 15 000 et 500 000 hectolitres, et améliorer la compétitivité des brasseries artisanales canadiennes face aux brasseries américaines, qui sont soumises à des droits d'accise moins élevés.

Recommandation 124

Rendre permanent le taux réduit de droits d'accise applicable aux 15 000 premiers hectolitres de bière produits et élargir la définition d'une brasserie artisanale, en faisant passer le seuil de production de 75 000 à 500 000 hectolitres, afin de le faire correspondre aux normes provinciales.

Commerce et tourisme

Recommandation 125

Maintenir le commerce aérospatial « zéro pour zéro » dans le cadre des négociations tarifaires et des négociations relatives à l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM), et défendre les chaînes d'approvisionnement aérospatiales entre le Canada et les États-Unis.

Recommandation 126

Maintenir une distinction claire entre les véhicules récréatifs et les autres types de véhicules automobiles ou commerciaux dans l'ACEUM et dans tous les accords commerciaux internationaux.

Recommandation 127

Rendre permanent le régime de déduction pour amortissement accéléré applicable aux investissements visant à améliorer la productivité et prioriser les investissements stratégiques dans les infrastructures par l'intermédiaire du Fonds national des corridors commerciaux, notamment le corridor maritime du Saint-Laurent, afin d'améliorer la productivité du Canada, de renforcer les chaînes d'approvisionnement et d'accroître la compétitivité des entreprises et des exportations canadiennes.

Recommandation 128

Favoriser la croissance continue des contributions appréciables du secteur laitier canadien à l'économie canadienne et à la création d'emplois, en veillant à ce qu'aucune nouvelle concession dans le domaine laitier ne soit accordée lors de négociations commerciales, comme la révision de l'ACEUM, notamment en maintenant l'attribution des contingents tarifaires aux transformateurs laitiers canadiens et en s'opposant à toute mesure susceptible de restreindre davantage les exportations laitières canadiennes.

Recommandation 129

Dans le cadre de la révision de l'ACEUM et de tout autre accord international, réaffirmer et renforcer l'exception culturelle en veillant à ce qu'elle protège pleinement les politiques culturelles, y compris face aux plateformes numériques et aux technologies d'intelligence artificielle, et assurer la présence, au sein des mécanismes consultatifs, d'une personne capable de défendre les enjeux propres aux artistes et au secteur culturel, afin de préserver la capacité du Canada d'adopter des mesures législatives, réglementaires et budgétaires en soutien aux artistes et à la création.

Recommandation 130

Défendre la Loi sur la diffusion continue en ligne lors de la renégociation de l'ACEUM pour assurer la préservation de la souveraineté culturelle du Canada.

ANNEXE A : LISTE DES TÉMOINS

Le tableau ci-dessous présente les témoins qui ont comparu devant le Comité lors des réunions se rapportant au présent rapport. Les transcriptions de toutes les séances publiques reliées à ce rapport sont affichées sur la [page Web du Comité sur cette étude](#).

Organismes et individus	Date	Réunion
Association canadienne des constructeurs de véhicules Brian Kingston, président et directeur général	2026/05/25	39
Association des banquiers canadiens Alex Ciappara, vice-président et économiste en chef, Stabilité financière et politique bancaire Hartland Elcock, avocat en chef adjoint et vice-président	2026/05/25	39
Canadian Bitcoin Consortium Koleya Karringten, directrice exécutive	2026/05/25	39
Conseil canadien du Web3 Morva Rohani, directrice exécutive	2026/05/25	39
Corporation des associations de détaillants d'automobiles Huw Williams, directeur, Affaires publiques	2026/05/25	39
Fédération de l'habitation coopérative du Canada Tim Ross, directeur général	2026/05/25	39
Generation Squeeze Paul Kershaw, professeur de politique, University of British Columbia, School of Population Health	2026/05/25	39
Habitat pour l'humanité Canada Alana Lavoie, directrice principale, Politiques gouvernementales	2026/05/25	39
Initiative canadienne de droit climatique Helen Tooze, chercheuse principale en politiques	2026/05/25	39

Organismes et individus	Date	Réunion
Institut bouclier canadien pour la politique publique Kaylie Tiessen, économiste en chef	2026/05/25	39
Institut C.D. Howe Alexandre Laurin, vice-président et directeur de la recherche	2026/05/25	39
Institut économique de Montréal Renaud Brossard, vice-président, Communications Gabriel Giguère, analyste principal, Politiques publiques	2026/05/25	39
Mechanical Contractors Association of Canada Ken Lancaster, chef de l'exploitation	2026/05/25	39
Wealthsimple Investment Inc. Jessica Oliver, chef, Relations gouvernementales et réglementaires	2026/05/25	39
Women's National Housing and Homelessness Network Stefania Seccia, directrice générale, Plaidoyer et relations publiques	2026/05/25	39
Alberta Cattle Feeders' Association Janice Tranberg, présidente et cheffe de la direction Curtis Vander Heyden, président du conseil d'administration	2026/05/26	40
Association des industries aérospatiales du Canada Mike Mueller, président et chef de la direction	2026/05/26	40
Association des microbrasseries canadiennes Brad Goddard, président, Comité des politiques	2026/05/26	40
Conseil québécois du commerce de détail Damien Silès, président-directeur général	2026/05/26	40
CVW Sustainable Royalties Inc. Akshay Dubey, directeur général	2026/05/26	40
Fédération canadienne des municipalités Tim Tierney, premier vice-président	2026/05/26	40
Helium Developers Association of Canada Richard Dunn, directeur exécutif	2026/05/26	40

Organismes et individus	Date	Réunion
Institut canadien de la construction en acier Keanin Loomis, président et chef de la direction	2026/05/26	40
L'Accélérateur de transition Moe Kabbara, directeur général	2026/05/26	40
Nouvelle économie Canada Jason Clark, vice-président	2026/05/26	40
StormFisher hydrogène Brandon Moffatt, directeur du développement	2026/05/26	40
Union des producteurs agricoles Charles-Félix Ross, directeur général David Tougas, coordonnateur, Économie et commerce	2026/05/26	40
À titre personnel Céline Bak Helen Alexandra Hayes	2026/05/28	41
Association canadienne pour la santé mentale Jonny Morris, directeur général, Division Colombie-Britannique	2026/05/28	41
Association canadienne pour la santé mentale - National Sarah Kennell, vice-présidente, Politique, partenariats et développement	2026/05/28	41
Association médicale canadienne Margot Burnell, présidente	2026/05/28	41
Club des petits déjeuners Judith Barry, co-fondatrice et directrice des relations gouvernementales	2026/05/28	41
Coeliaque Canada Melissa Secord, directrice exécutive nationale	2026/05/28	41
Conseil canadien des innovateurs Laurent Carbonneau, vice-président, Direction des politiques Daniel Perry, directeur, Affaires fédérales	2026/05/28	41

Organismes et individus	Date	Réunion
Daily Bread Food Bank Neil Hetherington, président-directeur général	2026/05/28	41
DONN3 John Hallward, président, Fondation Hallmont	2026/05/28	41
Droit à l'alimentation Jasmine Ramze Rezaee, directrice, Politiques et action communautaire	2026/05/28	41
Fintechs Canada Adriana Vega, directrice générale	2026/05/28	41
Fondation pour la santé des hommes au Canada Kenton Boston, président et chef de la direction	2026/05/28	41
Imagine Canada Bruce MacDonald, président-directeur général	2026/05/28	41
Société de la médecine rurale du Canada Sarah Giles, présidente	2026/05/28	41
YMCA Canada Kevin Muir, chef de l'exploitation	2026/05/28	41
YWCA Canada Aline Nizigama, présidente-directrice générale nationale	2026/05/28	41
À titre personnel Luc Godbout, professeur, Chaire en fiscalité et en finances publiques, Université de Sherbrooke Frédéric Laurin, professeur d'économie et chercheur, École de gestion, Université du Québec à Trois-Rivières, Institut de recherche sur les PME Éric Pineault, professeur au département de sociologie et à l'institut des sciences et de l'environnement, Université du Québec à Montréal	2026/06/02	43
AIA Canada Emily Holtby, vice-présidente, Relations gouvernementales	2026/06/02	43
Canadian Phosphate Limited Daniel Gleeson, président-directeur général	2026/06/02	43

Organismes et individus	Date	Réunion
Confédération des syndicats nationaux Phillippe Morin, conseiller syndical Caroline Senneville, présidente	2026/06/02	43
Conseil du patronat du Québec Norma Kozhaya, vice-présidente à la recherche et économiste en chef Michelle LLambias Meunier, présidente et cheffe de la direction	2026/06/02	43
Fédération de la police nationale Brian Sauvé, président	2026/06/02	43
Fédération des chambres de commerce du Québec Mathieu Lavigne, vice-président, Affaires publiques et économiques Hubert Rioux, directeur économique	2026/06/02	43
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec Colin L'Ériger, directeur, Service de la recherche	2026/06/02	43
Indwell Community Homes Chris Finkbiner, chef de l'exploitation	2026/06/02	43
Institut de développement urbain du Québec Isabelle Melançon, présidente-directrice générale	2026/06/02	43
Manufacturiers et exportateurs du Canada Alan Arcand, économiste en chef	2026/06/02	43
Options for Homes Angus Knowles, président du conseil d'administration	2026/06/02	43
Unifor Angelo DiCaro, directeur, Service de la recherche Lana Payne, présidente nationale	2026/06/02	43
À titre personnel Barry Appleton, directeur par intérim, Balsillie Legal Advisory Centre Stephen Beatty, consultant en industrie Firdaus J. Kharas	2026/06/11	47

Organismes et individus	Date	Réunion
Assemblée des Premières Nations Josh Gladstone, directeur par intérim, Logement et infrastructure Bram Lerat, directeur principal Cindy Woodhouse Nepinak, cheffe nationale	2026/06/11	47
Association frontière hors taxes Barbara Barrett, directrice exécutive	2026/06/11	47
Canadian Media Producers Association Kyle Irving O. M., président du conseil d'administration Alain Strati, vice-président principal, Industrie et politique	2026/06/11	47
Coopération Canada Kate Higgins, directrice générale	2026/06/11	47
Fédération des centres d'amitié autochtones de l'Ontario Audrey Davis, membre exécutif du conseil d'administration Sean Longboat, directeur général	2026/06/11	47
Hitachi Énergie Canada Carla Vicente, directrice générale, Canada	2026/06/11	47
Inuit Tapiriit Kanatami Natan Obed, président	2026/06/11	47
Investors for Paris Compliance Renaud Gignac, conseiller principal	2026/06/11	47
Médias d'Info Canada Paul Deegan, président et chef de la direction	2026/06/11	47
Ralliement national des Métis Alyssa Doner, gestionnaire, Affaires législatives Victoria Pruden, présidente	2026/06/11	47
Réseau pour une alimentation durable Aaron Vansintjan, chercheur politique	2026/06/11	47
Riipen Networks Inc. Dana Stephenson, président-directeur général et cofondateur	2026/06/11	47

Organismes et individus	Date	Réunion
TALQ Sylvia Martin-Laforge, directrice générale Stephen Thompson, conseiller principal en politiques	2026/06/11	47

ANNEXE B : LISTE DES MÉMOIRES

Ce qui suit est une liste alphabétique des organisations et des personnes qui ont présenté au Comité des mémoires reliés au présent rapport. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la [page Web du Comité sur cette étude](#).

2B Developments Consultants & Associates Inc.

350.org

360 Enfants

3D Remote Building Inspections

3M Canada

AbbaTek Group Inc.

Abbotsford Chamber of Commerce

ABC Life Literacy Canada

Aboriginal Housing Management Association

Aboriginal Labour Force Development Circle

Aboriginal Women's Association of PEI

Académie canadienne du cinéma et de la télévision

Accelerate Canada ZEV Supply Chain Alliance

Access Copyright

Access to Treatment and Innovation Oncology Network

Accessibilité Active Canada Inc.

Acclaim Health

ACFOR Energy

ACORN Canada

Action contre la Faim

Action hépatites Canada

Action LGBTQIA+ avec les Immigrantes et Réfugiés (AGIR)

Actua

Adamson, Julia
Adams-Rivers, Catherine
Adelphia Consulting
Administration de l'aéroport de Vancouver
Administration de l'aéroport international d'Ottawa
Administration portuaire de Prince Rupert
Advancement of Women Halton
AdvantAge Ontario
Aéroports de Calgary
Affiliation of Multicultural Societies and Service Agencies of BC
Affine Climate Solutions Society
African Nova Scotian Justice Institute
Aftermetoo
Agir contre le cancer des enfants avec succès
Agricultural Manufacturers of Canada
Agri-Gift Working Group
AgroHope Farms and Products Inc.
Aînés pour l'action climatique urgente
Air Line Pilots Association, International
Air Products Canada Ltd.
Airport Management Council of Ontario
Alberta Ballet
Alberta Computers for Schools
Alberta Ecotrust Foundation
Alberta Farmers' Market Association
Alberta Food Processors Association
Alberta Irrigation Districts Association
Alberta Lake Management Society
Alberta Recreation & Parks Association
Alberta Rural Connectivity Coalition

Alberta University of the Arts
Alberta Wilderness Association
Alberta's Industrial Heartland Association
Alectra Inc.
Alexion Canada
Algoma Steel Inc.
Aliments et Boissons Atlantique
Aliments et boissons Canada
All.Can Canada
Allergies Alimentaires Canada
Alliance canadienne de l'autisme
Alliance canadienne de l'épilepsie
Alliance canadienne des associations étudiantes
Alliance canadienne des distillateurs artisanaux
Alliance canadienne des fruits et légumes de serre
Alliance canadienne des organismes de conservation
Alliance canadienne des patients en dermatologie
Alliance Canadienne des universités de recherche de petite et de moyenne taille
Alliance canadienne du commerce agroalimentaire
Alliance canadienne pour la maladie mentale et la santé mentale
Alliance canadienne pour le deuil
Alliance canadienne pour mettre fin à l'itinérance
Alliance de la fonction publique du Canada
Alliance de l'industrie canadienne de l'aquaculture
Alliance d'électricité Canada
Alliance des arts médiatiques indépendants
Alliance des fabricants et exportateurs pharmaceutiques du Canada
Alliance des femmes de la francophonie canadienne
Alliance des producteurs francophones du Canada
Alliance des radios communautaires du Canada

Alliance des soins palliatifs pédiatriques du Canada
Alliance du bassin versant Petitcodiac
Alliance for Visitors Tax Refund
Alliance interactive canadienne
Alliance internationale des employés de scène
Alliance Médias Jeunesse
Alliance mondiale de la chaîne du froid
Alliance nationale pour l'enfance et la jeunesse
Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists
Alliance pour le financement des transports collectifs au Québec
Alliance pour l'égalité des personnes aveugles du Canada
Alliance pour les arts visuels
Alliance pour mettre fin à l'itinérance Ottawa
Alliance vaccins pour adultes
AltaLink Management Ltd
Ambulance Saint-Jean Canada
Amnistie internationale Canada francophone
Animal Justice
Animaux Canada
Animaux de compagnie Canada
Apotex inc.
Appartenir au-delà des frontières
Appleton, Barry
Aqua Action
Aquality Environmental Consulting Ltd.
Arctic Gateway Group
Arctic Research Foundation
AREQ (CSQ)
Armée du Salut
Arrimage.com Inc.

Art Gallery of Saskatchewan
Artisti
Arts Ottawa
Arts Umbrella
Assemblée canadienne de la danse
Assemblée de la francophonie de l'Ontario
Assemblée des chefs du Manitoba
Assemblée des Premières Nations
Assemblée des Premières Nations de la Colombie-Britannique
Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador
Assembly of Seven Generations
Assiniboine College
Associated Equipment Distributors
Association albertaine des organismes de services aux immigrants
Association canadienne contre la violence sexuelle
Association canadienne de counseling et de psychothérapie
Association canadienne de dermatologie
Association canadienne de financement et de location
Association canadienne de gastroentérologie
Association canadienne de la construction
Association canadienne de la distribution de fruits et légumes
Association canadienne de l'aviation d'affaires
Association canadienne de l'énergie renouvelable
Association Canadienne de l'hydrogène
Association canadienne de l'immeuble
Association canadienne de l'industrie de la chimie
Association canadienne de massothérapeutes
Association canadienne de musique sur scène
Association canadienne de physiothérapie
Association canadienne de produits de consommation spécialisés

Association canadienne de soins et services à domicile
Association canadienne de spondyl-arthrite
Association canadienne de véhicules récréatifs
Association canadienne des administrateurs de régimes de retraite
Association canadienne des agences de voyages
Association canadienne des aliments de santé
Association canadienne des boissons
Association canadienne des bovins
Association canadienne des centres de santé communautaire
Association canadienne des centres de sciences
Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes
Association canadienne des constructeurs de véhicules
Association canadienne des constructeurs d'habitations
Association canadienne des coopératives financières
Association canadienne des déclarants de revenus
Association canadienne des distributeurs et exportateurs de films
Association canadienne des eaux potables et usées
Association canadienne des employés professionnels
Association canadienne des entrepreneurs en énergie
Association canadienne des entreprises de services monétaires
Association canadienne des foires et des expositions
Association canadienne des hygiénistes dentaires
Association canadienne des importateurs et exportateurs
Association canadienne des individus retraités
Association canadienne des industries du recyclage
Association canadienne des manufacturiers de produits nautiques
Association canadienne des médecins pour l'environnement
Association canadienne des médecins vétérinaires
Association canadienne des médias ethniques
Association canadienne des minoteries de farine de blé

Association canadienne des neurosciences
Association canadienne des optométristes
Association canadienne des organismes artistiques
Association canadienne des parcs et loisirs
Association canadienne des pharmacies de quartier
Association canadienne des physiciens et physiciennes
Association canadienne des producteurs d'acier
Association canadienne des producteurs de semences
Association canadienne des producteurs pétroliers
Association canadienne des professeures et professeurs d'université
Association canadienne des professionnels en dons planifiés
Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs
Association canadienne des radiodiffuseurs
Association canadienne des radiologistes
Association canadienne des responsables de l'aide financière aux étudiants
Association canadienne des sages-femmes
Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry
Association canadienne des soins de longue durée
Association canadienne des technologues en radiation médicale
Association canadienne des thérapeutes du sport
Association canadienne des transitaires internationaux
Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux
Association canadienne des travaux publics
Association canadienne d'experts-conseils en patrimoine
Association canadienne d'ophtalmologie
Association canadienne du camping et du VR
Association canadienne du capital de risque et d'investissement
Association canadienne du ciment
Association canadienne du gaz
Association canadienne du marketing

Association canadienne du médicament générique
Association canadienne du propane
Association canadienne du transport urbain
Association canadienne d'universités pour la recherche en astronomie
Association canadienne pour la santé mentale
Association canadienne pour l'emploi soutenu
Association canadienne-française pour l'avancement des sciences
Association chiropratique canadienne
Association de la Fibromyalgie du Canada
Association de l'industrie touristique du Canada
Association de neuropathie de Calgary
Association de ventes directes du Canada
Association dentaire canadienne
Association des aéroports du Canada atlantique
Association des architectes paysagistes du Canada
Association des banquiers canadiens
Association des bibliothèques de recherche du Canada
Association des camps du Canada
Association des chefs de police de l'Ontario
Association des chemins de fer du Canada
Association des collèges et universités de la francophonie canadienne
Association des commerçants de véhicules récréatifs du Canada
Association des commissions scolaires anglophones du Québec
Association des courtiers d'assurances du Canada
Association des courtiers hypothécaires du Canada
Association des denturologistes du Canada
Association des facultés de médecine du Canada
Association des facultés dentaires du Canada
Association des femmes autochtones du Canada
Association des firmes de génie-conseil – Canada

Association des groupes de ressources techniques du Québec
Association des hôpitaux de l'Ontario
Association des industries aérospatiales du Canada
Association des industries de l'automobile du Canada
Association des industries touristiques provinciales et territoriales
Association des infirmières et infirmiers du Canada
Association des marchés de valeurs et des investissements
Association des médecins des Territoires du Nord-Ouest
Association des microbrasseries canadiennes
Association des musées canadiens
Association des musées de l'Ontario
Association des opticiens du Canada
Association des pharmaciens du Canada
Association des produits forestiers du Canada
Association des professeurs de Danse Canadienne Nationale
Association des professionnels de l'habitation des Premières Nations
Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec
Association des professionnels de l'édition musicale
Association des professionnels en philanthropie
Association des psychiatres du Canada
Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec
Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec
Association des résidences pour aînés du Canada
Association des retraités de la Radio-Canada
Association des services funéraires du Canada
Association des Sourds du Canada
Association des théâtres francophones du Canada
Association des transformateurs laitiers du Canada
Association des véhicules électriques du Québec
Association du Barreau canadien

Association du café du Canada
Association du transport aérien international
Association for Mineral Exploration British Columbia
Association for Mountain Parks Protection and Enjoyment
Association for Reformed Political Action Canada
Association frontière hors taxes
Association internationale des pompiers
Association internationale des poseurs d'isolants et travailleurs assimilés
Association médicale canadienne
Association minière du Canada
Association nationale des centres d'amitié
Association nationale des éditeurs de livres
Association nationale des engraisseurs de bovins
Association nationale des propriétaires de terrains de golf du Canada
Association nationale des radios étudiantes et communautaires
Association nationale des retraités fédéraux
Association nationale des sociétés autochtones de financement
Association nationale Femmes et Droit
Association nucléaire canadienne
Association of Canadian Publishers
Association of Equipment Manufacturers
Association of Regulated Nurses of Manitoba
Association pour la santé environnementale du Canada
Association pour la santé environnementale du Québec
Association pour le commerce biologique du Canada
Association pour l'opéra au Canada
Association pulmonaire du Canada
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées
Association québécoise de la production d'énergie renouvelable
Association québécoise de la production médiatique

Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo
Association québécoise du loisir public
Asthma Canada
ATCO Ltd.
Atlantic Policy Congress of First Nations Chiefs Secretariat
Atlantic Region Association of Immigrant Serving Agencies
Atlantic Water Network
Atura Power
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto
Autorité aéroportuaire internationale d'Halifax
Autorité financière des Premières Nations
AvePoint Canada Ltd.
Awtij
AYA CAN
Bacon, Tyler
Ballet Jörgen Canada
Ballet Kelowna
Banque canadienne de grains
Banque Nationale du Canada - Banque Nationale Marchés des capitaux
Banques alimentaires Canada
Barr, Cathy
BC Association of Farmers' Markets
BC Coalition of Experiential Communities
BC Complex Kids Society
BC First Nations Justice Council
BC Food and Beverage
BC Freshwater Legacy Initiative
BC Marine Terminal Operators Association
BC Poverty Reduction Coalition
BC Powersports Dealers Association

BC Technology for Learning Society
BC Watershed Security Coalition
BD-Canada
Beatty, Stephen
Bell Canada
Bénévoles Canada
Better Way Alliance
BGC Canada
Bière Canada
BioCanRx
BIOTECanada
Bissell Centre
Black Opportunity Fund
Blue Door Support Services
BlueBranch Inc.
Blumbergs Professional Corporation
BMW Group Canada
B'nai Brith Canada
Bow Bioregion Regeneration Association
Bragg Communications Inc.
Brampton Civic Hospital
BridgePoint Center for Eating Disorder Recovery
Bridges to Hope
British Columbia Association of Aboriginal Friendship Centres
British Columbia Museums Association
British Columbia Non-Profit Housing Association
British Columbia Recreation and Parks Association
Brookfield Properties
Brouard, François
Bruce Grey Poverty Task Force

Bruner, Cal
Build Canada
Building Blocks for Child Care
Building Owners and Managers Association of Canada
BuildingIN
Buoyant Aircraft Systems International
Bureau canadien de l'éducation internationale
Bureau d'assurance du Canada
Bureau de l'écran des Noirs
Bureau de l'écran autochtone
Bureau international des droits des enfants
Business + Higher Education Roundtable
Buy Social Canada
Calgary Alliance for the Common Good
Calgary Chamber of Commerce
Calgary Housing Company
Calgary Opera
Campagne 2000
Canaccord Genuity Corp.
Canada Basketball
Canada Cleantech Alliance
Canada Fetal Alcohol Spectrum Disorder Research Network
Canada Goose
Canada sans pauvreté
Canada Steamship Lines
Canada Water Security Funders Group
Canada's Nature Advantage
Canada's Royal Winnipeg Ballet
Canada's Semiconductor Council
Canada's Wildlife Cryobank

Canadian Aboriginal and Minority Supplier Council
Canadian Actors' Equity Association
Canadian Alliance for Transit-Connected Housing
Canadian Arthritis Patient Alliance
Canadian Artists Network
Canadian Association for Girls in Science
Canadian Association for Sport Heritage
Canadian Association of Occupational Therapy
Canadian Association of Optometry
Canadian Biogas Association
Canadian Biosphere Regions Association
Canadian Canola Growers Association
Canadian Caribbean Association of Halton
Canadian Centre for Christian Charities
Canadian Coalition for Community Capital
Canadian Coalition of Aluminum Extruders
Canadian Communications Systems Alliance Inc.
Canadian Cystic Fibrosis Treatment Society
Canadian Disability Alliance
Canadian ETF Association
Canadian Friends Service Committee
Canadian Glycomics Network
Canadian Helium Users Group
Canadian Immunocompromised Advocacy Network
Canadian Independent Music Association
Canadian Kitchen Cabinet Association
Canadian Magazine Coalition
Canadian Media Producers Association
Canadian Multicultural Disability Centre Inc.
Canadian Muslim Women's Institute

Canadian Network for Complex Systems
Canadian Network for Neglected Tropical Diseases
Canadian Nuclear Isotope Council
Canadian Opera Company
Canadian Organization for Rare Disorders
Canadian Owners and Pilots Association
Canadian Parents for French
Canadian Perspective Initiative
Canadian Phosphate Limited
Canadian Power-to-X Partners
Canadian Research Faculty Network
Canadian Startup Capital Association
Canadian Strategic Missions Corporation
Canadian Union of Public Employees British Columbia Division
Canadian Water Quality Association
Canadian Watershed Information Network, University of Manitoba
Canadian Wheat Research Coalition
Canadian Women's Chamber of Commerce
Canadians for Safer Products
Canadiens branchés
Canadiens pour une fiscalité équitable
CanaDon
Canards Illimités Canada
CANARIE inc.
CanAsian Dance
Cancer Colorectal Canada
Cancer de l'ovaire Canada
Cancer du rein Canada
Cancer du sein du Canada
CanCertainty

Canderel
CANHAV Alliance
Cannabis Cultivators of British Columbia
Canpotex Limited
Cantiro Group LP
Capilano Students' Union
Capilano University
Capital Power
Capital Rainbow Refuge
Capitol Theatre Restoration Society
Carbon Business Council
Carbon Removal Canada
Carbon Upcycling Technologies Inc.
CarbonCure Technologies Inc.
Cardus
Carmeuse North America
Catalyst Community Developments Society
Catalyst: Community Finance Initiative
Catalyste+
Caucus Climat
Cavanagh Concrete
Cedar Ridge Motorsports
Cenovus Energy inc.
Centraide Est de l'Ontario
Centraide United Way Canada
Centrale des syndicats démocratiques
Centre canadien d'excellence pour les aidants
Centre canadien du droit au logement
Centre canadien du film
Centre canadien pour l'autonomisation des femmes

Centre canadien pour mettre fin à la traite des personnes
Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances
Centre d'action écologique
Centre d'action pour la sécurité du revenu
Centre d'innovation canadien sur la santé du cerveau et le vieillissement
Centre d'accès équitable aux bibliothèques
Centre d'accueil des nouveaux arrivants d'Edmonton - Rainbow Refuge
Centre de Maple Leaf pour la sécurité alimentaire
Centre de ressources sur la gestion des terres des Premières Nations
Centre de toxicomanie et de santé mentale
Centre des arts de la Confédération
Centre d'interprétation de l'eau
Centre du patrimoine de la Gendarmerie royale du Canada
Centre du Théâtre d'aujourd'hui
Centre for Community Energy Transformation
Centre for Diverse Learners
Centre for Dyslexia
Centre for Health Science and Law
Centre for Indigenous Environmental Resources
Centre for Public Legal Education Alberta
Centre for Sexuality
Centre National de Musique
Centre National des accèsArts
Centre parlementaire
Centre québécois du droit de l'environnement
Centres d'appui aux enfants et aux adolescents du Canada
CGI inc.
Chamber of Shipping
Chambre de commerce du Canada
Chambre de commerce maritime

Chambre de commerce queer du Canada
Champion Iron Mines Limited
Chapman, Susan
Charity Intelligence Canada
Charles River Laboratories
Charm Industrial
Chartered Business Valuators Institute
Chiefs of Ontario
Child Development Institute
Child, Youth, and Family Services Coalition of Simcoe County
Childcare Resource and Research Unit
Children First Society
Children's Bridge
Chiyaqtel First Nation
Choices for Youth
Chokecherry Studios
Christian Labour Association of Canada
Christie Ossington Neighbourhood Centre
Christina Lake Fire Rescue
Christina Lake Tourism Society
Cidre Canada
Circle on Philanthropy
Citadel Theatre
Citoyens pour une politique juste
City of London
City of Mississauga
Civic Action
Clayoquot Biosphere Trust
Clean Energy Canada
Clements Centre Society

Cleveland, Gordon
Club des petits déjeuners
Coalition Canada revenu de base
Coalition canadienne d'action contre le tabac
Coalition canadienne de la santé
Coalition canadienne des arts
Coalition canadienne des organismes communautaires en développement de l'employabilité
Coalition canadienne des organismes de bienfaisance en santé
Coalition canadienne des politiques sur les drogues
Coalition canadienne pour des eaux saines
Coalition de fournisseurs d'accès Internet inc.
Coalition du budget vert
Coalition For Renewable Natural Gas
Coalition maritime canadienne
Coalition nationale contre le tabac de contrebande
Coalition Navigation
Coalition of Child Care Advocates of British Columbia
Coalition of Innovation Leaders Advancing Respect
Coalition pour de meilleurs médicaments
Coalition pour la diversité des expressions culturelles
Coalition pour l'astronomie au Canada
Coalition pour le droit à l'avortement au Canada
Coalition pour une saine alimentation scolaire
Coalition Priorité Cancer au Québec
Coalition to Support Investment in Canada
Coastal Gateway Port
CODE
Coeliaque Canada
Cogeco Communications Inc.
CoinFlip Canada Inc.

Collectif canadien de la santé des femmes
Collège Canadore
Collège des médecins de famille du Canada
Collège du Nord de l'Atlantique
Collège NorQuest
Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada
Collèges canadiens pour une relance économique résiliente (C2R2)
Collèges et instituts Canada
Columbia Western Corridor
Comité central mennonite du Canada
Comité pour les services sans fil des sourds du Canada
Commission de la fiscalité des premières nations
Commission des étudiants du Canada
Commission des pêcheries des Grands Lacs
Communities, Alliances and Networks
Community Circle on Scaling Business Innovation for Humanity
Community Development Halton
Community Financial Counselling Services Inc.
Community Food Sharing Association Inc.
Community Futures Boundary
Community Legal Education Association
Community Legal Information Association of Prince Edward Island
Community Living Central York
Community Living Toronto
Community Sector Council Newfoundland and Labrador
Community Unemployed Help Centre
Compass Communities
Compétences Canada
Compound Canada
Comptables professionnels agréés de l'Ontario

Comptables professionnels agréés du Canada
Computers for Schools Manitoba
Computers for Schools NL
Confederation College
Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec
Confédération des syndicats nationaux
Conference for Advanced Life Underwriting
Congrès des peuples autochtones
Congrès du travail du Canada
ConnexOntario
Conroy, Trevor
Conseil canadien de Carburants Aviation Durables
Conseil canadien de l'industrie des dépanneurs
Conseil canadien de la pomme de terre
Conseil canadien de la réhabilitation et du Travail
Conseil canadien de l'énergie
Conseil canadien de l'infrastructure de recharge
Conseil canadien des aveugles
Conseil canadien des innovateurs
Conseil canadien des jeunes producteurs de bovins
Conseil canadien des organismes de motoneige
Conseil canadien des pêches
Conseil canadien du canola
Conseil canadien du commerce de détail
Conseil canadien du plein air
Conseil canadien du porc
Conseil canadien du quad
Conseil canadien du Web3
Conseil canadien pour les partenariats public-privé
Conseil consultatif des terres des Premières Nations

Conseil de gestion des ressources fauniques du Nunavut
Conseil de la conservation du Nouveau-Brunswick
Conseil de la Première Nation des Innus de Nutashkuan
Conseil de la Première Nation des Innus Essipit
Conseil de la transformation alimentaire du Québec
Conseil de recherche et d'intelligence marketing canadien
Conseil des aéroports du Canada
Conseil des Atikamekw de Manawan
Conseil des Bibliothèques Urbaines du Canada
Conseil des Canadiens avec déficiences
Conseil des consommateurs du Canada
Conseil des Doyens - Agriculture, Alimentation & Médecine Vétérinaire
Conseil des entreprises sociales du Canada
Conseil des technologies de l'information et des communications
Conseil des viandes du Canada
Conseil du bâtiment durable du Canada
Conseil national de développement économique des Autochtones
Conseil national de l'équité en matière d'emploi
Conseil national des femmes du Canada
Conseil national des lignes aériennes du Canada
Conseil national des musulmans canadiens
Conseil pour le monde des affaires et des arts du Canada
Conseil québécois du commerce de détail
Conseil québécois du théâtre
Conseil tribal des Gwich'in
Conseils communautaires de santé de la Nouvelle-Écosse
Conservation Ontario
Consortium canadien de formation en essais cliniques
Consortium canadien pour la recherche
Consortium de recherche et d'innovation en transport urbain au Canada

Consortium of Committed Stakeholder on the Longevity Economy Initiative
Constructeurs mondiaux d'automobiles du Canada
Coopération Canada
Coopératives et mutuelles Canada
Copibec
Corix
Cornerstone Landing Youth Services
Corporation AbbVie
Corporation TC Énergie
Corporation Visa Canada
Council of Senior Citizens' Organizations of British Columbia
Counter Tax Litigators
Covenant Energy Ltd.
Creative Energy
Creative PEI
Crohn et colite Canada
CroLife Canada
Crypto4A Technologies
Cultivons biologique Canada
Cultural Federations of Nova Scotia
CURA
CVW Sustainable Royalties Inc.
CWB Group
Dagonfly Ventures
Daily Bread Food Bank
Dale, Margo
Dance Umbrella of Ontario
Dance West Network
DataStream
Dawn Canada

Daymark Foundation
de la Cruz, Christina
De la ferme à la caf  teria Canada
Decidedly Jazz Danceworks
Deep Sea Trawlers Association of BC
Deep Sky
Dépendances et santé mentale d'Ontario
Deuxième récolte Canada
Développement et Paix - Caritas Canada
Diabète Canada
DiamondCorp
Diététistes du Canada
Diététistes en santé publique de l'Ontario
Digital
Diocèse anglican d'Ottawa
Direct Farm Manitoba
Directeurs de pédiatrie du Canada
Disability Alliance BC
Disability Policy Research Program
Diversity Institute
Diving Plongeon Canada
Documentaristes du Canada
Dollywood Foundation of Canada
Dominion Dynamics
DONN3
Dow Chemical Canada ULC
Dravet Canada
Droit    l'alimentation
Dystrophie musculaire Canada
Eastern Ontario Wardens' Caucus

eBay Canada Limited
Échographie Canada
Ecojustice
École de technologie supérieure
École nationale de ballet du Canada
Ecostrat Inc.
EDF solutions électriques
Éditeurs de Musique au Canada
Edmonton Region Hydrogen Hub
Edmonton Symphony Orchestra
Éducaloi
Éducation internationale
Éducation juridique communautaire Ontario
Efficacité énergétique Canada
Égale Canada
Eldorado Gold
Électricité Canada
Electricity Distributors Association
Electronic Imaging Systems
Electronic Transactions Association
Elemental Clean Fuels (Canada) Inc.
Elements Strategy Inc.
Éleveurs de dindon du Canada
Elevra Lithium
Embrace Health Foundation
EMD Serono Canada Inc.
Emergent BioSolutions
Emily Carr University of Art + Design
Enbridge Inc.
End of the Rainbow Foundation

Énergir
Enerva Energy Solutions Inc.
Engage Canada
Enseignement coopératif et apprentissage en milieu de travail Canada
Entente Éducation Canada
Environmental Defence Canada
Équiterre
Érudit Consortium
ESPACE GO
Etobicoke General Hospital
Evidence for Democracy
Executor Advocacy Canada
Experiences Canada
Exposed Wildlife Conservancy
Extend-A-Family Waterloo Region
FADOQ
Faith climate Justice Waterloo Region
Family Alliance on Severe Mental Illnesses
Farmers' Markets of Nova Scotia
Farmers' Markets Ontario
FastBTCatm
Federal Nonprofit Data Coalition
Federated Co-operatives Limited
Fédération biologique du Canada
Fédération canadienne de la faune
Fédération canadienne de l'agriculture
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
Fédération canadienne des associations de bibliothèques
Fédération canadienne des coopératives de travail
Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants

Fédération canadienne des étudiantes et étudiants
Fédération canadienne des étudiants en génie
Fédération canadienne des femmes diplômées des universités
Fédération canadienne des métiers d'art
Fédération canadienne des municipalités
Fédération canadienne des musiciens
Fédération canadienne des sciences humaines
Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers
Fédération culturelle canadienne-française
Fédération de la jeunesse canadienne-française
Fédération de la police nationale
Fédération de l'agriculture de l'Ontario
Fédération de l'habitation coopérative du Canada
Fédération des centres d'amitié autochtones de l'Ontario
Fédération des chambres de commerce du Québec
Fédération des coopératives du Nouveau-Québec
Fédération des étudiants et des étudiantes en médecine du Canada
Fédération des sciences neurologiques du Canada
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
Fédération nationale des retraités
Fédération québécoise des municipalités
Feed Nova Scotia
Fenestration Canada
Fero International Inc.
Fertilisants Canada
Fertility Matters Canada
Festival Antigonish Summer Theatre
Festival of Dance Annapolis Royal
Festivals et événements majeurs Canada
Fête de la culture

Fibrose kystique Canada
Fidelity Investments Canada ULC
Fiducie nationale du Canada
Fierté au travail Canada
Fintechs Canada
First Call Child and Youth Advocacy Society
First Light St. John's Friendship Centre
First Nation Land Governance Registry
First Nations Education Steering Committee
First Nations Fisheries Council of British Columbia
First Nations Health and Social Secretariat of Manitoba
First Nations National Building Officers Association
First Nations University of Canada
First Work
Fitzrovia
Fleming, Jason
FLO
Fondation À voix égales
Fondation Bon départ de Canadian Tire
Fondation Brain Canada
Fondation canadienne des femmes
Fondation canadienne des tumeurs cérébrales
Fondation canadienne du cancer chez l'enfant
Fondation canadienne pour le développement de carrière
Fondation David Suzuki
Fondation de danse Margie Gillis
Fondation de Gaspé Beaubien
Fondation des maladies du coeur et de l'AVC du Canada
Fondation du SGB / PDIC
Fondation INCA

Fondation médicale de recherche de la dystonie-Canada
Fondation MedicAlert Canada
Fondation pour la protection des sites naturels du Nouveau-Brunswick
Fondation pour la santé des hommes au Canada
Fondation pour l'aide à l'enfance du Canada
Fondation pour l'alphabétisation des enfants canadiens
Fondation Propel Impact
Fondation Rick Hansen
Fondation Rivières
Fondation sauve ta peau
Fondation Stephen Lewis
Fondations communautaires du Canada
Fondations philanthropiques Canada
Fonds canadien de la radio communautaire
Fonds international pour la protection des animaux
Fonds mondial pour la nature-Canada
Fonds pour les logements du marché destinés aux Premières Nations
Fonds Shaw-Rocket
Food and Beverage Manitoba
Food and Beverage Ontario
Food First NL
Food4Kids Halton
For Our Kids
Forestry Economic Task Force
Fortera
Fortis inc.
Forum canadien des innovateurs concernant les maladies rares
Forum canadien des marchés financiers
Forum canadien sur l'apprentissage
Forum de cliniciens en oncologie pour la défense des intérêts

Forum for Leadership on Water
Foundation Assisting Canadian Talent on Recordings
Four Directions Autism
Four Winds
Fournisseurs canadiens de logements locatifs à prix abordable
FP Canada
FPIInnovations
FPX Nickel Corp.
Fragile X Canada
Frankel, Sid
Freeman, Mark
Freshwater Future Canada
Friends of Second Marsh
Friends of the Saskatoon Afforestation Areas Inc.
Front d'action populaire en réaménagement urbain
Frontier Climate
FVB Energy
Gakino'amaage: Enseigner pour le Canada
Gallagher, Karen
Garde-rivière des Outaouais
Gathering Place
Gaumont, Kelly
General Fusion
Generation Squeeze
Genesee & Wyoming Canada Inc.
Géoscientifiques Canada
Geothermal Rising Canada
GIST Sarcoma Life Raft Group Canada
Glencore Canada
Global Battery Materials

Global Container Terminals
Global Institute for Water Security, University of Saskatchewan
Global Sentinels Movement
Globe Theatre
Godbout, Luc
Goderich Port Management Corporation
Good Buds Company Inc.
Good Roads
Goodmans LLP
Graduate Students' Association - University of Calgary
Graham
Grain Farmers of Ontario
Grams, Zoe
Grand conseil de Prince Albert
Grand Forks Community Trail Society
Grands Frères Grandes Soeurs du Canada
Grasse, Nathan
Great Sandhills Railway
Greater Vancouver Board of Trade
Greater Victoria Chamber of Commerce
Greater Victoria Harbour Authority
Green Communities Canada
Greenfield Global Inc.
GreenStep Solutions
Grossmith, Harry
Groupe canadien de réflexion sur la sécurité alimentaire
Groupe Co-operators
Groupe d'éducation et d'écovigilance de l'eau
Groupe de travail canadien sur la malnutrition
Groupe Minto

Groupe pour la promotion de la prospérité rurale
Groupe RUBBERBANDance
Groupe TMX limitée
GSK Canada
Guaranteed Funeral Deposits of Canada
Guelph Dance
Guelph Jazz Festival
Guides du Canada
Gilde canadienne des réalisateurs
Gilde des compositeurs canadiens de musique à l'image
Gunnell, Joyce Celeste
Habitat faunique Canada
Habitat pour l'humanité Canada
Haleon Canada
Hamilton Community Enterprises
Hamilton-Evans, Douglas
Hammond River Angling Association
Harrison, Fiona
Health Coalition of Alberta
Healthy Muslim Families
Hearth Patio and Barbecue Association of Canada
Hébergement femmes Canada
Helium Developers Association of Canada
Hendrickson, Ole
Hippodromes du Canada Inc.
Hogan's Alley Society
Home Care Ontario
Horizant Inc.
Hot Docs
Hôtels Canada

Hotinohsioni Incorporated
Humanitarian Policy Group
Humanité et Inclusion Canada
Hunter, WhiteFeather
Huws, Glenys
Hydro Ottawa limitée
Hydrocephalus Canada
Hydroélectricité Canada
Hydro-Québec
Hydrostor
ICOMOS Canada
Igluvut Corporation
iHuman Youth Society
IKEA Canada
Imagine Canada
Immigrant and Refugee Community Organization of Manitoba
Immigrant Employment Council of British Columbia
Impact Guarantee
Impact Halton Coalition
Impala Canada
Imperial Tobacco Canada Limitée
Inclusion Canada
Inclusive Workplace Supply Council of Canada
Indigenous Clean Energy
Indigenous Disability Canada
Indigenous Institutes Consortium
Indigenous Led AI Enablement Partnership
Indigenous Music Office
Indspire
Industrie Quantique Canada

Industries Renouvelables Canada
Ingénieurs Canada
Ingram, Natalie
Initiative canadienne de droit climatique
Innergex énergie renouvelable inc.
Innovation bio-industrielle Canada
Innovative Horizon Technologies DBA Bitcoin4U
Inside Out
Instacoin ATM Canada Inc.
Instacoin ATM Quebec Inc.
Institut bouclier canadien pour la politique publique
Institut C.D. Howe
Institut canadien de la construction en acier
Institut canadien de la recherche sur la condition physique et le mode de vie
Institut canadien de la santé animale
Institut canadien de recherches sur les femmes
Institut canadien des actuaires
Institut canadien des économistes en construction
Institut canadien des évaluateurs
Institut canadien des technologies scénographiques
Institut canadien des urbanistes
Institut canadien du chauffage, de la climatisation et de la réfrigération
Institut canadien pour la science sans animaux
Institut des auditeurs internes
Institut international du développement durable
Institut national canadien pour les aveugles
Institut national de l'image et du son (INIS)
Institut national des arts de l'écran
Institut ontarien du cerveau
Institut Tamarack

Institut Tshakapesh
Institut Wilder
Institute for Sustainable Finance
Intentional Community Consortium
Inter Pares
Interac Corp.
International District Energy Association
International Downtown Association Canada
International Institute for Sustainable Development-Experimental Lakes Area
International Longshore and Warehouse Union - Local 333
International Longshore and Warehouse Union Canada
Interprovincial EI Working Group
Inuit Heritage Trust Incorporated
Invasive Species Centre
Iroquois Caucus
Islamic Relief Canada
Jack.org
James Bay Community Project
Jetson Home Inc.
Jeunesse, J'écoute
Jockey Club of Canada
Johnston, Bill
Jörgen Dance
JTI-Macdonald Corp.
KAIROS : Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice
Kal Tire
Kamloops and District Chamber of Commerce
Kelowna International Airport
Kenora Campus of Care Collaborative
Kenora Chiefs Advisory

Kepler Communications Inc.
Keystone Agricultural Producers
Kids and Company
Kirby, Peter
Knight, Rob
Kootenay Rockies Tourism
KPMG
La commission des services juridiques du Nunavut
La coopérative Aliments Gay Lea Ltée
La culture crée
La Fondation canadienne du rein
La Ligue canadienne des compositeurs
La Tablee des Chefs
La voix des femmes canadiennes pour la paix
Labour Education Centre
Land Trust Alliance of B.C.
Langues Canada
L'apathie c'est plate
L'Arche Canada
Large Urban Centre Alliance
Larkin, Lee
L'Association d'hypertension pulmonaire du Canada
L'Association nationale des collèges de carrières
Launch Canada
Laurentis Energy Partners
Le Ballet national du Canada
Le Fonds International de Conservation du Canada
Le Front des artistes canadiens
Le handicap sans pauvreté
Le Prix international du Duc d'Édimbourg - Canada

Le réseau Enchanté
Le réseau national de services équitables de bibliothèque
Le Théâtre du Trident
LEDCOR Group of Companies
Les Ami(e)s de la Terre Canada
Lésion Cérébrale Canada
Lésions médullaires Canada
Life Sciences Ontario
Life With A Baby Foundation
LIFT – Community Services
Lighthouse for Grieving Children & Families
Ligue des cadets de l'air du Canada
Ligue des cadets de l'Armée du Canada
Ligue des communautés canadiennes sobres en carbone
Links2Care
L'Institut professionnel de la fonction publique du Canada
Literary Press Group of Canada
Litteratie Ensemble
Lived and Living Experience Advisory Group
Living Lakes Canada
LKQ Corporation
Lobby Climatique des Citoyens
Localcoin
Logement Coopératif National Autochtone Inc.
Logement Locatif Canada
Loisirs N.-B.
Long Point First Nation
Lower Fraser Fisheries Alliance
Lower Fraser Floodplains Coalition
Lulu Island Energy Company

Lung Health Foundation
Lymphome Canada
Maa-nulth Treaty Society
Magazines Canada
Maison Ronald McDonald Canada
MakeWay Foundation
Manitoba Association of Friendship Centres
Manitoba Association of Newcomer Serving Organizations
Manitoba Chamber Orchestra
Manitoba Financial Empowerment Policy Committee
Manitoba League of Persons with Disabilities
Manitoba Legal Clinic for the Arts
Manitoba Non-Profit Housing Association
Manitoba Opera
Manitoba Possible
Manitou Asinîy - Inishkim - Tsa Xani Centre
Manufacturiers et exportateurs du Canada
Marche des dix sous du Canada
Marchés Publics Canadiens
Marchés publics du Québec
Marine Renewables Canada
Maritime Launch Services Inc.
Marken, Liv
Markham District Energy Inc.
Martin, Bruce
Mask-wa Transportation Association Inc.
Mattamy Homes Canada
Maytree
Mazda Canada Inc.
McMaster University

Meadow Lake Tribal Council Industrial Investments
Mears, Robert
Mechanical Contractors Association of Canada
Medadian, Adrineh
Médecins Sans Frontières Canada
Médias d'Info Canada
Medicines Access Coalition–BC
Medtech Canada
Meetings Mean Business Canada
Menkes Developments Ltd.
Mennie, Elise
Men's Sheds Canada
Mentor Canada
Merck Canada inc.
Meridian 125 W Cultivation Ltd.
Meridian Credit Union Limited
Merit Contractors Association
Mermaid Theatre of Nova Scotia
Metamorphosis Network
Metcalf Foundation
Metro Vancouver
Metropolitan Community Church of Toronto
Migraine Canada
Migrant Rights Network
Miller Group
Millions Missing Canada
Mines Agnico Eagle limitée
Mining Suppliers Trade Association Canada
Missing Middle Initiative
Mission inclusion

Mitacs Inc.
MMIWG2S+ Urban Indigenous Action Group
Mobilité électrique Canada
Modular Building Institute
Mohawk College
Mokami
Molson Canada 2005
Moment Energy
Momentum
Moore, Sandra
More and Better Housing Canada
Morwick G360 Groundwater Research Institute
Motor Coach Canada
Mouvement Desjardins
MRE Canada
Mumtaz, Ahmed
Municipalité régionale de Durham
Municipalités rurales de l'Alberta
Museum of Canadian Music
Mutton Lane Investments inc. DBA Bitcoin Central
My Climate Plan
Myéloma Canada
Nadon, Patrick
NASSCO
Natation Artistique Canada
Natation Canada
Nation crie de James Smith
Nation crie Peter Ballantyne
Nation métisse de l'Ontario
Nation Nishnawbe Aski

National Angel Capital Organization
National Apartment Council
National Circle for Indigenous Agriculture and Food
National Family and Survivors Circle Inc.
National Initiative for Eating Disorders
National Institute on Ageing
National Lung Health Alliance
National ME/FM Action Network
National Network of Canadian Art and Design Universities
National Urban Parks Alliance
National Youth in Care Network
Native Child and Family Services of Toronto
Nature Canada
Nature Unie
NAV CANADA
Neighbourhood Dance Works
Neighbourhood Group Community Services
Neo Financial
Neutrons Canada
New Performance Works Society
Newfoundland Aboriginal Women's Network
Newfoundland and Labrador Anti-Poverty Coalition
Niagara College
Niagara Tansit Commission
Nimbus Publishing Ltd.
Noir·e·s et queer au Canada
North American Bikeshare and Scootershare Association
North Coast Skeena First Nations Stewardship Society
Northeastern University
Northern Alberta Institute of Technology

Northern Arts and Cultural Centre
NorthStar Innovention
Northwest Territories Association of Communities
Northwest Territory Métis Nation
Nos eaux vivantes
Nouvelle économie Canada
NovaEel Inc.
Novo Nordisk Canada
NPower Canada
NSCAD University
Nuclea Energy Inc.
Nukik Corporation
Nunavut Tunngavik incorporée
NWT Recreation and Parks Association
O.Dela Arts
Obésité Canada
OBIO
Observatoire canadien sur l'itinérance
OCAD University
Ocean Frontier Institute
Ocean Networks Canada
Office de la représentation des personnes handicapées à l'écran
Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario
Okanagan Basin Water Board
Olympiques spéciaux Canada
On Screen Manitoba inc.
One Bowl Housing Corporation
ONE Campaign
Ontario Agencies Supporting Individuals with Special Needs
Ontario Association Of Cemetery And Funeral Professionals

Ontario Council of Agencies Serving Immigrants
Ontario Council of Agencies Serving Immigrants - Initiative Espaces Positifs
Ontario Federation for Cerebral Palsy
Ontario Federation of Anglers and Hunters
Ontario for All
Ontario Greenhouse Vegetable Growers
Ontario Headwaters Institute
Ontario Land Trust Alliance
Ontario Native Women's Association
Ontario Non-Profit Housing Association
Ontario Power Generation Inc.
Ontario Prospectors Association
Ontario Racing
Ontario Rett Syndrome Association of Canada
Ontario Society of Professional Engineers
Ontario Southland Railway Inc.
OPAL-RT Technologies
Open Policy Ontario
Orbis Canada
Orchestres Canada
Ordinateurs pour l'éducation Technologie Nouveau-Brunswick Limitée
Ordinateurs pour l'Excellence Canada
Ordinateurs pour les écoles du Québec
Organic Food Council of Manitoba
Organigram Global
Organisation canadienne des fournisseurs de comptes prépayés
Organisations d'entreprises de femmes du Canada
Organismes caritatifs neurologiques du Canada
Origin Merchant Partners
Orthophonie et Audiologie Canada

Otipemisiwak Métis Government
Our Future First
Our Own Home
Oussoren, A H Harry
Outward Bound Canada
Oxfam Canada
Oxfam-Québec
Pacific Prawn Fishermen's Association
Paiements Canada
Palette Skills Inc.
Palliative Care Coalition of Canada
Pallium Canada
Palo Alto Networks
Pandes, J. Ari
Panthéon des sports canadiens
Parkbridge Lifestyle Communities Inc.
Parkinson Canada
Parks and Recreation Ontario
Parrish, Shane
Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants
Partenariat des bibliothèques universitaires du Québec
Partnership for Women's Health Research Canada
Passeport pour ma réussite Canada
Pauktuutit Inuit Women of Canada
Payward Inc., d/b/a Kraken
PCU et maladies apparentées Canada inc.
Peachland Watershed Protection Alliance
Pearson Canada
PearTree Financial Services
Peekapak

Peel Memorial Centre for Integrated Health and Wellness
Peirson, Mary
Pekuakamiulnuatsh Takuhikan
Pelmorex Corp.
Pembina Institute
Pembina Pipeline Corporation
Pembroke Management Ltd
People of the Dawn Indigenous Friendship Centre
People Plan Community
People's Law School
Percée DT1
Permolex Ltd.
Personnes d'abord du Canada
PFN Group of Companies
Pharmascience
pHathom Technologies
Philips Canada
Photonic Inc
Pilkington, Beryl
Pillar Nonprofit Network
Pivot Strategies
Plan Institute
Plan International Canada Inc.
Planetary Health Organizations for Wellbeing, Equity and Regeneration
Platelet Disorder Support Association Canada
PLATO
PLATO Testing
Play On! Canada
Playwrights Guild of Canada
Poisson Bleu Canada

Polaris Aerospace
POLIS Water Sustainability Project, University of Victoria
Pollution Probe
Polygon Realty Limited
Polytechnics Canada
Porchlight Counselling and Addiction Services
Portail de connaissances pour les femmes en entrepreneuriat
Poverty Reduction Task Group of Simcoe County
Powell River Farmers' Agricultural Institute
Powell River Farmers' Market
PowerON Energy solutions
Prairie Theatre Exchange
Pregnancy and Infant Loss Network
Première nation Carcross/Tagish
Première Nation d'Ekuanishit
Première Nation de Fort McKay
Première Nation de Matimekush
Première Nation de Pakua-Shipu
Première Nation de Pessamit
Première Nation de Unaman-Shipu
Prêts, disponibles et capables
Prévention et contrôle des infections Canada
Prisoners' Legal Services
Producteurs de fruits et légumes du Canada
Producteurs de grains du Canada
Producteurs de poulet du Canada
Producteurs d'oeufs du Canada
Producteurs laitiers du Canada
Produits alimentaires, de santé et de consommation du Canada
Professional Association of Canadian Theatres

Professionnels hypothécaires du Canada
Progressive Contractors Association of Canada
Propriétaires forestiers du Canada
Propulsion Québec
Prospérité Canada
Provincial Advisory Council on the Status of Women - Newfoundland and Labrador
Provincial Indigenous Youth Council
Psoriasis Canada
PTX Metals Inc.
Public Energy Performing Arts
Public Legal Education Association of Saskatchewan
Public Legal Information Association of Newfoundland and Labrador
Pulford Community Living Services
Pulse Canada
Purpose
Québecor Média inc.
QUEST Canada
Rainbow Railroad
Rainbow Refugee Association of Nova Scotia
Rainbow Refugee Society
Ralliement national des Métis
Rassembler. Échanger. Vivre au Québec
Raven Indigenous Outcomes Funds
Raven Recycling Society
Ré:Sonne Société de gestion de la musique
Reaction Dynamics
Réadaptation en déficience visuelle Canada
Real Estate Foundation of BC
Real Property Association of Canada
Réalise

Realize Capital Partners Inc.
Recherche en santé mentale Canada
Recherche Nouveau-Brunswick
Recreation and Parks Association of Nunavut
Recreation and Parks Association of the Yukon
Recreation Manitoba
Recreation NL
Recreation Nova Scotia
Recreation PEI
Red Hat Canada Limited
Reena
Régime de retraite canadien de l'industrie du divertissement
Régime des CAAT
Regina Symphony Orchestra
Regional District of Central Kootenay
Regional District of Kootenay Boundary
Regional Municipality of York
Regroupement des artistes en arts visuels du Québec
Regroupement des organismes de conservation du Québec
Regroupement LGBT en Technologie
Regroupement québécois de la danse
Reimagine Agriculture
Reimagining Atlantic Harbours
Relèven
Religious Social Action Coalition Newfoundland & Labrador
Renaissance Québec
Renewed Computer Technology Ontario
Rescue Lake Simcoe Coalition
Réseau canadien de l'environnement
Réseau canadien des survivants du cancer

Réseau canadien du cancer du sein
Réseau canadien pour le revenu garanti
Réseau CanDanse
Réseau communautaire de santé et de services sociaux
Réseau d'action des femmes handicapées du Canada
Réseau de cellules souches
Réseau de développement des collectivités du Canada
Réseau de développement régional
Réseau des centres collégiaux de transfert de technologies du Québec
Réseau des Femmes d'affaires du Québec
Réseau Dignité Canada
Réseau d'informations et soutien pour le cancer colorectal
Réseau du patrimoine anglophone du Québec
Réseau écologique du Manitoba
Réseau Environnement
Réseau juridique VIH
Réseau national du droit au logement
Réseau national sur le handicap
Réseau pour la santé du cerveau des enfants
Réseau pour l'avancement des communautés noires
Réseau pour une alimentation durable
Reshape Infrastructure Strategies
Resilient Kids Canada
Resilient Waters
Restaurants Canada
Résultats Canada
Rethink Breast Cancer
Rett Syndrome Society of BC
Riipen Networks Inc.
RioCan Real Estate Investment Trust

Rivershed Society of British Columbia
RNA Canada ARN
Robertson, Elizabeth
Roger Neilson Children's Hospice
Rogers Communications Inc.
Ronald McDonald House Southwestern Ontario
Rothmans, Benson & Hedges Inc.
Royal Manitoba Theatre Centre
Ruban blanc
Rubicon Organics
Rumble Canada Inc
Rural Development Network
Sacred Medicine Healing
Sage Group
SAIL Advisors
Santé des enfants Canada
Saskatchewan Association of Immigrant Settlement and Integration Agencies Inc.
Saskatchewan Association of Rural Municipalities
Saskatchewan Industrial and Mining Suppliers Association
Saskatchewan Technology Renewal Inc.
Saskatchewan Telecommunications
Saskatoon Symphony Orchestra
SaskCrops
SaskPower
Scènes de Musique Alternatives du Québec
Scheschuk, Brice
Schnurr, Annalee
Schnurr, Brian
Scouts Canada
SEED Winnipeg

SEIU Healthcare Canada
Sengupta, Ushnish
Seniors for Climate in Niagara
Sentier Transcanadien
Sentry Water Technology
Service ontarien de la surdicécité
Service public d'éducation et d'information juridiques du Nouveau-Brunswick
Service technologique La Relance
Services conseils Acosys inc.
Services de logement pour les Autochtones de l'Ontario
Services d'emploi pour les jeunes
Services juridiques collectifs
Services sociaux canadiens africains caribéens
Shad Canada
Shakepay Inc.
Shakespeare on the Saskatchewan Festival Inc.
Shapiro & Company
Shareholder Association for Research and Education
Shaw Festival Theatre
Shaw's Enterprise Ltd.
Shepard Development Corporation
Shorefast
Shykoff, Barbara
Siemens Énergie Canada limitée
Simard, Merlin
Simulation Canada
Single Seniors for Tax Fairness
Six Nations of the Grand River 59th Elected Council
Skills for Change
Small Change Fund

Small Housing BC
Smart Communities Society - Northwest Territories
Smart Procurement Group
Snowflake
SOCAN
Social Capital Partners
Social Economy through Social Inclusion
Social Housing and Human Rights
Social Innovation Canada
Social Planning Council of Winnipeg
Social Planning Toronto
Société Alzheimer du Canada
Société canadienne d'astronomie
Société canadienne de cardiologie
Société canadienne de fertilité et d'andrologie
Société canadienne de l'eczéma
Société canadienne de la SLA
Société canadienne de la trisomie 21
Société canadienne de l'hémophilie
Société canadienne de nutrition
Société canadienne de perception de la copie privée
Société canadienne de recherche intestinale
Société canadienne des thérapeutes respiratoires
Société canadienne du cancer
Société canadienne pour les biosciences moléculaires
Société de Gestion de l'Intelligence
Société de la médecine rurale du Canada
Société de l'arthrite du Canada
Société de sauvetage
Société de transport de Montréal

Société Huntington du Canada
Société John Howard du Canada
Société pour la nature et les parcs du Canada
Société pour les troubles de l'humeur du Canada
Société professionnelle des auteurs et des compositeurs du Québec et des artistes entrepreneurs
Société Telus Communications
Society for Canadian Women in Science and Technology
Society of United Professionals
SOCODEVI : Société de coopération pour le développement international
Sofiac
SoinsSantéCAN
Sollio groupe coopératif
Sonberg, Byron
South Asian Legal Clinic of Ontario
South Asian Women's and Immigrants' Services
South Slave Metis Economic Corporation Ltd.
Soutien juste aux OBNL
SP Canada
Spirit North
SportJeunesse Canada
Spring Activator
Spruce City Wildlife Association
Starlight Investments
Start2Finish Canada
Stellarex
Stifel Financial Corp.
Stockage d'énergie Canada
Stop TB Canada
StormFisher hydrogène

Stratégie canadienne de recherche sur le cerveau
Stratford Festival
Stripe, LLC
Students' Union, University of Calgary
SUÇO
Summerlunch+
Supplier Diversity Alliance Canada
Support Our Science
Sustainable Buildings Canada
SustainTech Solutions
SVX
Swim Drink Fish Canada
SWTCH Energy Inc.
SyncLodge
Syndicat canadien de la fonction publique
Syndicat des Métallos
Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public
Syngenta Canada inc.
Table ronde provinciale sur l'emploi
Tabusintac Watershed Association
Takeda Canada
TakingITGlobal
Tanium inc.
Tax Executives Institute, Inc.
Taylor, Alison
Taylor, Isobel
Tech-Accès Canada
TechGirls Canada
Technation Canada
TekSavvy Solutions inc.

Terrace Women's Resource Centre Society
Terry Fox Humanitarian Award Program
TESL Ontario
Textile Rental Service Association
The African Centre for Refugees in Ontario-Canada
The Atmospheric Fund
the cancer collaborative
The Cronos Group
The Dinner Club
The Escal Institute of Advanced Technologies Inc. /dba SANS Institute
The Giller Foundation
The Giller Prize
The Gravity Well
The Growcer Inc.
The Jimmy Pratt Foundation
The Nonprofit Chamber
The Old School House Arts Centre
The Period Purse
The ReCover Initiative
The Royal Conservatory
The Shift
The Sinneave Family Foundation
The Toronto Alliance to End Homelessness
The Toronto Mental Health and Addictions Supportive Housing Network
The Writers' Union of Canada
Theatre Calgary
Théâtre Denise-Pelletier
Théâtre du nouveau monde - TNM
Théâtre du Quat'sous
Théâtre du Rideau Vert

Théâtre Duceppe
Théâtre La Bordée
Théâtre La Licorne
Théâtre Prospero
Théâtres associés
Thompson Tourism Okanagan Association
Thrive
Timbres de Pâques Canada
Toronto Biennial of Art
Toronto International Film Festival
Toronto Metropolitan University
Toronto Public Library
Toronto Region Immigrant Employment Council
Toronto Symphony Orchestra
Toronto Transit Commission
Tourisme Ottawa
Tower Renewal Partnership
Trails to the Boundary Society
Transition House Association of Newfoundland and Labrador
TransLink
TransLink Mayors' Council
Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce Canada
Trent University
Tricon Residential
TRIUMF
Tru Cooperative Bank
TTCriders
Tucker-Lyzwa, Alexander
TV5 Québec Canada
Two Planks and a Passion Theatre

U15 Canada
UCB Canada Inc.
Un Canada résistant au climat
Un Enfant Une Place
Underwater Harvesters Association
UNICEF Canada
Union Bay Industries
Union des artistes
Union des consommateurs
Union des municipalités du Québec
Union des producteurs agricoles
Union Gospel Mission
Union nationale des fermiers - Nouveau-Brunswick
Union of BC Indian Chiefs
United Way Greater Toronto
United Way of Bruce Grey
Université de la Colombie-Britannique
Université de Manitoba
Université de Sherbrooke
Université de Waterloo
Université du Québec à Trois-Rivières
Université MacEwan
Université McGill
Université Thompson Rivers
Universités Canada
University of Alberta
University of Calgary
University of Guelph
University of Victoria
University Pension Plan Ontario

University Students' Council
UPA Développement international
UPS Canada
Urban Climate Leadership
UrbanLogiq
Vaincre la cécité Canada
Vale Base Metals
Van Slyke, Stephanie
Vancity
Vancity Community Foundation
Vantage Point
Varme Energy
Vaulted Deep
Vélo Canada Bikes
Vema hydrogène inc.
Ventum Financial
Vers un chez-soi Canada
Vertigo Theatre
Vétérinaires sans Frontières
Veteris47 Inc. (YouAreUNLTD)
Vie autonome Canada
Vignerons Canada
Village Farms International Inc.
Ville de Kelowna
Ville de Prince George
Vision Health Partners' Coalition
Vision mondiale Canada
Visual Arts Nova Scotia
Vivre en ville
Volvo Group

VPH Action Globale
Wabanaki Two-Spirit Alliance
Walker, Matthew
Watco-Agawa Canyon Railroad
Water Polo Canada
Water Rangers
WaterAid Canada
Waterloo Insitutute for Complexity and Innovation - University of Waterloo
WaterShed Monitoring
Watershed Security Fund
Watershed Watch Salmon Society
Wavefront Centre for Communication Accessibility
Wealthsimple Investment Inc.
Wen, Peter
Wert, Kaileah
Wesgroup Properties
Wesley
West Coast Environmental Law Association
West Coast Multiplex Society
Western Arctic Youth Collective
Western Marine Community Coalition
Western Ontario Wardens' Caucus
Western Transportation Advisory Council
WestJet Airlines Ltd.
Whitzman, Carolyn
Widdowson, Michael
William Osler Health System
Wilson, L. Daniel
Winnipeg Airports Authority inc.
Winnipeg Chamber of Commerce

Winnipeg Symphony Orchestra
Winspear Centre
Women and Non-binary Impact Network for Venture Capital
Women's Health Research Cluster
Women's Healthy Environments Network
Women's International League for Peace and Freedom
Women's National Housing and Homelessness Network
Woodbine Entertainment Group
WoodGreen Community Services
Workforce Collective
World Animal Protection Canada
World Education Services
Writers Guild of Canada
X-energy Canada
Xplore Inc.
Yamaha moteur du Canada Ltée.
Yänonhchia' Housing Finance
YMCA Calgary
YMCA Canada
York Region Food Council
York Region Rapid Transit Corporation
York University
Yottawatt Energy Consulting Inc.
Young Indigenous Women's Utopia
Youth Project
Yukon Public Legal Education Association
YWCA Canada
YWCA of Greater Toronto
YWCA St. John's
YYZ Law

ZenFri Inc.

Zero Point Cryogenics

Zighra Inc.

Zohrabian, Ceon

Zohrabian, Emin

DEMANDE DE RÉPONSE DU GOUVERNEMENT

Conformément à l'article 109 du Règlement, le Comité demande au gouvernement de déposer une réponse globale au présent rapport.

Un exemplaire des *procès-verbaux* pertinents (réunions n^{os} 39 à 41, 43, 47, 49) est déposé.

Respectueusement soumis,

La présidente,
L'hon. Karina Gould, C.P., députée

OPINION DISSIDENTE DU PARTI CONSERVATEUR DU CANADA

LES CANADIENS ONT BESOIN D'UNE BAISSSE DES COÛTS, ET NON D'UNE INTERVENTION ACCRUE DU GOUVERNEMENT

Les députés conservateurs remercient les témoins et les organisations qui ont participé aux consultations prébudgétaires du Comité permanent des finances. Des Canadiens de toutes les régions et de tous les secteurs ont fait part de leurs vives préoccupations concernant l'abordabilité, la productivité, l'investissement, la fiscalité et la capacité des gouvernements à fournir efficacement les services essentiels.

Les députés conservateurs ne peuvent appuyer un rapport qui répond à ces préoccupations principalement en demandant à Ottawa de dépenser davantage, d'intervenir davantage et de renforcer l'État. Les Canadiens sont déjà confrontés à la hausse des prix, à des déficits persistants, à des charges de la dette croissantes et à des programmes fédéraux qui coûtent plus cher sans pour autant donner de meilleurs résultats. Un rapport prébudgétaire devrait établir des priorités et s'attaquer aux compromis. Il ne devrait pas traiter chaque demande de nouveau fonds, de crédit d'impôt, de stratégie ou de programme permanent comme si les fonds publics étaient illimités.

Le Canada n'a pas besoin d'un autre budget qui mesure la compassion selon les sommes annoncées, le leadership économique selon le nombre de nouveaux programmes créés, ou la responsabilité budgétaire en rebaptisant les dépenses financées par l'emprunt en « investissements ». Il a besoin d'un gouvernement qui réduise ses propres coûts, rétablisse une budgétisation honnête, supprime les obstacles au travail et à l'investissement, et permette aux Canadiens de conserver une plus grande partie de ce qu'ils gagnent.

Le gouvernement continue de dépenser de l'argent qu'il n'a pas

La mise à jour économique du printemps 2026 prévoit des déficits de 66,9 milliards de dollars en 2025-2026, de 65,3 milliards en 2026-2027, de 63,1 milliards en 2027-2028, 57,7 milliards de dollars en 2028-2029, 56,2 milliards de dollars en 2029-2030 et 53,2 milliards de dollars en 2030-2031. Au total, cela représente environ 362,4 milliards de dollars de déficits cumulés sur six ans.

[1] Même selon les hypothèses optimistes du gouvernement lui-même, aucun équilibre budgétaire n'est prévu à l'horizon.

Le bilan des libéraux ne donne pas vraiment de raisons de croire à une nouvelle promesse budgétaire. Ils ont été élus après avoir promis des déficits modestes et un budget équilibré d'ici 2019. Après avoir manqué cet objectif, ils ont adopté de nouveaux repères et garde-fous budgétaires, pour ensuite les abandonner ou les redéfinir lorsque leurs plans de dépenses ne cadraient plus avec ces derniers. Le directeur parlementaire du budget a confirmé que le budget 2025 renonçait à l'engagement antérieur du gouvernement de réduire le ratio de la dette fédérale par rapport au PIB. Un gouvernement ne peut pas rétablir sa crédibilité budgétaire en changeant les règles du jeu chaque fois qu'il manque la cible. [2]

Ces déficits ont un coût non négligeable. La directrice parlementaire du budget prévoit que le ratio de la dette fédérale par rapport au PIB passera de 40,7 % en 2024-2025 à une moyenne de 41,7 % entre 2026-2027 et 2030-2031. Les charges liées à la dette publique devraient absorber 13,2 % des recettes fédérales d'ici 2030-2031, contre 10,6 % en 2025-2026. Par habitant, le service de la dette devrait passer de 1 409 dollars en 2026-2027 à 1 901 dollars en 2030-2031. [3] Chaque dollar supplémentaire consacré au service de la dette est un dollar qui ne peut être utilisé pour réduire les impôts, renforcer la défense, améliorer les transferts en matière de santé ou fournir des services essentiels.

Le gouvernement a annoncé des engagements majeurs dans sa dernière mise à jour budgétaire, tout en laissant de côté des détails essentiels en matière de planification et de gouvernance. La directrice parlementaire du budget a fait remarquer que de nombreuses nouvelles mesures manquaient de ces précisions et que les profils de dépenses concentrés en début de période soulevaient des questions quant à la capacité des ministères à les mettre en œuvre. Les députés conservateurs estiment que le Parlement doit être informé du coût, de la source de financement et de l'impact budgétaire à long terme des nouveaux engagements majeurs avant que les contribuables ne soient mis à contribution. Les Canadiens méritent d'être pleinement informés au moment où les engagements sont annoncés, et non après leur mise en œuvre. [4]

Le rapport n'impose pas de limite significative aux nouvelles dépenses. Il n'exige pas du gouvernement qu'il identifie des économies avant de lancer de nouveaux programmes. Il ne fait pas la distinction entre les responsabilités essentielles et les initiatives qui font double emploi avec les activités provinciales, municipales, du secteur privé ou fédérales existantes. C'est ainsi que des mesures temporaires deviennent permanentes, que des programmes restreints se transforment en vastes bureaucraties et que les déficits deviennent structurels.

Qualifier les dépenses financées par l'emprunt d'« investissements » ne permet pas d'équilibrer le budget

Le gouvernement affirme qu'il équilibrera les « dépenses courantes de fonctionnement » d'ici 2028-2029, tout en continuant à enregistrer des déficits supérieurs à 50 milliards de dollars chaque année. Pour ce faire, il distingue les dépenses de fonctionnement des dépenses d'investissement et autorise la poursuite des emprunts pour les postes classés dans la catégorie des dépenses d'investissement.

Les investissements en capital peuvent se justifier lorsqu'ils créent un actif public durable et génèrent des retombées économiques mesurables. Mais la définition du gouvernement va bien au-delà de la conception habituelle de la notion de capital. Elle inclut certaines dépenses fiscales, des subventions de fonctionnement, la recherche et le développement, ainsi que des transferts relatifs à des actifs qui peuvent ne pas figurer au bilan fédéral. La directrice parlementaire du budget a averti que le gouvernement n'avait pas fourni suffisamment de précisions pour permettre au Parlement de déterminer comment certaines recettes et dépenses sont classées, ni de vérifier pleinement que le critère d'ancrage de fonctionnement est respecté. Le Fonds monétaire international a également appelé à un alignement plus clair sur les cadres statistiques standard et à la mise en place d'un mécanisme indépendant pour valider les classifications. [5]

Une cible budgétaire n'a de sens que si elle impose des contraintes au gouvernement. Une cible définie et classée uniquement par le gouvernement qui est censé être contraint risque de devenir un simple exercice comptable. Que Ottawa qualifie une dépense de « dépense courante de fonctionnement », de « dépense d'investissement en capital » ou d'« investissement », l'argent doit tout de même être récolté ou emprunté. La dette continue de s'accumuler, les intérêts doivent toujours être payés et les contribuables restent responsables du remboursement.

Les députés conservateurs rejettent donc un cadre budgétaire qui présente des déficits permanents comme un équilibre. Le Canada devrait utiliser le ratio dette/PIB comme principal repère budgétaire, soumettre la classification des dépenses d'investissement à une vérification indépendante et publier un plan crédible visant à équilibrer l'ensemble du budget fédéral sans augmenter les impôts.

Un fonds « souverain » de dette ne créera pas de richesse souveraine

L'exemple le plus parlant de l'approche du gouvernement est le Fonds pour un Canada fort. Le gouvernement propose de doter cette nouvelle entité d'un capital de 25 milliards de dollars sur trois ans, de la constituer en tant que nouvelle société d'État dotée d'un directeur général et d'un conseil d'administration, de créer un bureau de transition dédié et de développer un produit destiné au grand public permettant aux Canadiens d'investir tout en protégeant leur capital initial. Ce fonds fonctionnerait parallèlement à la Banque de l'infrastructure du Canada, à Exportation et développement Canada, à la Banque de développement du Canada, à la Société de garantie de prêts aux Autochtones du Canada, au Bureau des grands projets et à de nombreux programmes de financement ministériels. [6]

Les fonds souverains performants investissent généralement de véritables épargnes nationales, telles que des excédents budgétaires accumulés ou des recettes issues des ressources naturelles. Le Canada enregistre quant à lui des déficits importants et persistants. La directrice parlementaire du budget confirme que la dotation initiale du Fonds pour un Canada fort sera financée par un endettement supplémentaire et que sa hausse fera augmenter le coût de la dette publique. [7] Il ne s'agit pas ici d'un investissement de richesses excédentaires. Il s'agit d'un endettement contracté par le gouvernement au nom des contribuables afin qu'une autre société d'État puisse sélectionner des investissements et exposer le public au risque.

Le premier fonds souverain au monde, le *Government Pension Fund Global*, est entièrement investi hors de Norvège. Ce modèle sépare le véhicule d'épargne du pays de la politique industrielle nationale et limite le risque que les décisions d'investissement deviennent des décisions politiques. Le Fonds monétaire international a averti que les mandats d'investissement nationaux exposent les fonds souverains à une plus grande ingérence gouvernementale ainsi qu'à des risques politiques et de gouvernance. Un fonds canadien conçu pour orienter des fonds publics empruntés vers des projets nationaux sélectionnés serait précisément confronté à ces dangers.

Le gouvernement fait valoir que le fonds investira selon des critères commerciaux et générera des rendements. Mais si les investissements offrent des rendements ajustés au risque élevés, les

investisseurs privés, les fonds de pension et les institutions financières existantes ont déjà toutes les raisons de les financer. Si un soutien gouvernemental est nécessaire parce que les rendements ne justifient pas le risque, on demande aux contribuables d'assumer un risque que le marché ne prendrait pas. Dans les deux cas, le gouvernement n'a pas expliqué pourquoi une autre institution fédérale est nécessaire.

La Banque de l'infrastructure du Canada devrait servir d'avertissement. Elle a été créée avec un capital de 35 milliards de dollars et avait promis que les fonds fédéraux attireraient des investissements privés bien supérieurs à ce montant. Le responsable parlementaire du budget a constaté par la suite que les deux tiers des financements des partenaires provenaient de partenaires du secteur public et a estimé que la Banque ne décaisserait que 14,9 milliards de dollars d'ici 2027-2028, soit 20,1 milliards de moins que son objectif de 35 milliards. [8] Créer une nouvelle société d'État avant de corriger les défaillances et les chevauchements du système fédéral de financement existant reviendrait à répéter la même erreur.

Le Canada a besoin d'une richesse souveraine, mais celle-ci se construit grâce à la productivité, à l'exploitation des ressources, à des entreprises compétitives, à des salaires élevés et à l'investissement privé. Elle ne se construit pas en empruntant 25 milliards de dollars, en recrutant un nouveau conseil d'administration et une nouvelle équipe de direction, et en faisant porter aux contribuables le poids d'investissements choisis par le gouvernement.

Les Canadiens ont besoin d'un répit, pas d'une couche supplémentaire de bureaucratie

Après plus d'une décennie de hausse des dépenses fédérales, les Canadiens ne bénéficient pas de services à la hauteur de ces dépenses. De nouveaux organismes sont créés tandis que les ministères existants continuent de manquer leurs objectifs. De nouvelles stratégies sont annoncées alors que les procédures d'approbation restent lentes. De nouvelles prestations et de nouveaux crédits viennent s'ajouter à un système fiscal que les Canadiens ont de plus en plus de mal à comprendre. Les entreprises consacrent du temps et de l'argent à se conformer aux exigences du gouvernement au lieu d'embaucher du personnel, d'investir dans des équipements et de servir leurs clients.

La bureaucratie n'est pas seulement un désagrément administratif. Son coût est en fin de compte supporté par les impôts, la hausse des prix, les retards dans la construction et les investissements non réalisés. Chaque nouvelle procédure de demande nécessite des formulaires, des règles, du personnel, des rapports, des audits et des tâches administratives. Ces coûts pèsent particulièrement lourd sur les petites entreprises et les associations locales qui ne disposent pas d'équipes d'avocats, de consultants et de spécialistes des relations avec les pouvoirs publics.

Les députés conservateurs estiment que le gouvernement fédéral devrait d'abord passer en revue les programmes et les organismes existants avant d'en créer de nouveaux. Les programmes qui font double emploi avec les responsabilités provinciales ou les activités fédérales existantes devraient être regroupés ou supprimés. Les initiatives qui ne produisent pas de résultats mesurables ne devraient pas bénéficier d'un renouvellement automatique. Les primes versées aux

dirigeants ne devraient pas l'être simplement parce que des fonds ont été dépensés ou que des annonces ont été faites.

Le Canada devrait adopter une loi de dépense « un pour un » exigeant que chaque dollar de nouvelle dépense soit compensé par un dollar d'économies. Il devrait réduire la charge réglementaire fédérale de 25 % en deux ans et mettre en œuvre une loi « deux pour un » exigeant la suppression de deux règlements pour chaque nouveau règlement introduit. Pour chaque dollar de nouvelle charge administrative, deux dollars devraient être supprimés. Le vérificateur général devrait vérifier de manière indépendante le respect de ces engagements.

De réelles économies passent par de véritables choix

Les députés conservateurs ont identifié des économies concrètes qui permettraient au gouvernement de baisser les impôts sans aggraver le déficit. Le gouvernement fédéral a dépensé environ 19,5 milliards de dollars en services professionnels externes et en services spécialisés en 2024-2025, et 12,5 milliards de dollars en aide internationale. Il devrait réduire sa dépendance vis-à-vis des consultants externes, diminuer les dépenses d'aide étrangère et mettre fin aux subventions accordées aux grandes entreprises bien connectées et disposant de puissants lobbyistes. Le gouvernement doit donner la priorité aux responsabilités essentielles que les Canadiens attendent de lui avant d'envoyer davantage d'argent à l'étranger ou de subventionner des entreprises qui devraient être capables d'attirer des investissements privés par leurs propres moyens. [9]

Le gouvernement devrait également annuler le projet de train à grande vitesse Alto. Le directeur général d'Alto a déclaré devant le Comité des finances que l'estimation préliminaire des coûts de fonctionnement du projet se situait entre 60 et 90 milliards de dollars. Transports Canada indique que le gouvernement investit 3,9 milliards de dollars sur six ans dans la phase de co-développement du projet, dont 597 millions de dollars en 2025-2026. À une époque marquée par des déficits persistants et une pression intense sur le budget des ménages, les contribuables ne devraient pas être engagés dans un autre projet de grande envergure dont le coût final, le calendrier et les subventions continues restent incertains. [10]

Le gouvernement consacre également 742 millions de dollars à son programme de confiscation des armes à feu. Le directeur parlementaire du budget avait précédemment estimé que les indemnités à elles seules pourraient coûter jusqu'à 756 millions de dollars, hors frais administratifs. Les députés conservateurs estiment que ces ressources devraient être réorientées vers les services de police de terrain, la surveillance des frontières et les mesures visant les armes à feu illégales, le crime organisé et les délinquants violents, plutôt que les détenteurs d'armes à feu titulaires d'un permis. [11]

Les Canadiens en paient le prix

Le taux d'inflation annuel mesure la vitesse à laquelle les prix augmentent aujourd'hui ; il ne compense pas les hausses cumulées que les Canadiens ont déjà subies. Les prix des denrées alimentaires ont augmenté de plus de 40 % depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement libéral. Rien qu'en 2022, les prix des produits alimentaires ont augmenté d'environ 22 %, tandis que les

loyers à l'échelle nationale ont connu une hausse de 30,8 % entre avril 2021 et avril 2026. [12] Un ralentissement du rythme de hausse ne rend pas pour autant les aliments, les loyers ou d'autres produits de première nécessité à nouveau abordables.

Les conséquences humaines sont graves. En 2024, environ 9,8 millions de Canadiens — soit 24 % de la population — vivaient dans des ménages confrontés à une forme d'insécurité alimentaire. Les banques alimentaires ont enregistré 2,2 millions de visites en mars 2025, soit 99,4 % de plus qu'en 2019. Un tiers des usagers des banques alimentaires étaient des enfants, tandis que près d'un sur cinq occupait un emploi. [13] Dans l'un des pays les plus riches du monde, le fait d'avoir un emploi ne garantit plus qu'un Canadien ait les moyens de se nourrir.

Les Canadiens sont également endettés à hauteur de 3,25 billions de dollars sur le marché du crédit aux ménages. Au premier trimestre 2026, les ménages devaient environ 1,80 dollar pour chaque dollar de revenu disponible, et les remboursements de capital et d'intérêts absorbent 14,75 % de ce revenu disponible. La Banque du Canada estime que le groupe restant de prêts hypothécaires à taux fixe sur cinq ans contractés pendant la pandémie, représentant environ 12 % de l'encours hypothécaire, connaîtra une hausse moyenne des mensualités d'environ 15 % lors de leur renouvellement au cours de l'année à venir. [14]

Alors que les familles réduisent leurs dépenses alimentaires, reportent leurs achats et s'endettent, Ottawa ne peut exiger d'elles qu'elles financent davantage de bureaucratie, de consultants, de subventions aux entreprises et de dépenses financées par l'emprunt. Le gouvernement doit faire ce que les ménages sont contraints de faire : établir des priorités, éliminer le gaspillage et vivre selon ses moyens. Réduire les dépenses superflues n'est pas un simple exercice comptable. Cela permet de dégager une marge de manœuvre pour baisser les impôts, de freiner la croissance de la dette et des charges d'intérêts, et de protéger les services essentiels dont dépendent les Canadiens.

Réduire les taxes qui font grimper le coût de tout

Les Canadiens ont besoin d'un répit immédiat des coûts que le gouvernement contrôle directement. En juillet 2026, les prix à la consommation étaient en hausse de 3,0 % par rapport à l'année précédente ; les prix des aliments achetés en magasin ont augmenté de 3,1 %, ceux de l'essence de 25,7 % et ceux du fioul et des autres carburants de 29,5 %. [15] Les coûts des carburants ont des répercussions bien au-delà de l'automobiliste qui fait le plein de sa voiture familiale. Ils augmentent le coût de l'agriculture, du transport routier, de la construction, de l'industrie manufacturière et de tous les produits transportés par route ou par rail.

Le gouvernement prévoit de rétablir, après la fête du Travail, une taxe d'accise fédérale de 10 cents par litre sur l'essence et de 4 cents par litre sur le diesel. Les conservateurs ont appelé le gouvernement à annuler cette hausse et à éliminer toutes les taxes fédérales sur l'essence et le diesel au moins jusqu'au 1er juillet 2027. Cet allègement combiné permettrait aux Canadiens d'économiser jusqu'à 25 cents par litre et à une famille jusqu'à 1 200 dollars par an. [16]

Cet allègement ferait baisser les coûts tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Il aiderait les travailleurs à se rendre au travail, permettrait aux petites entreprises de réaffecter des fonds aux salaires et à l'investissement, réduirait le coût du transport des aliments et des matériaux de

construction, et aiderait les producteurs canadiens à rivaliser avec les entreprises américaines qui bénéficient de coûts de carburant moins élevés.

Le gouvernement devrait également supprimer définitivement le Règlement sur les combustibles propres et la taxe carbone industrielle. Les taxes et les réglementations imposées aux agriculteurs, aux fabricants, aux transporteurs routiers et à d'autres entreprises se répercutent en fin de compte sur les prix payés par les Canadiens. Le gouvernement ne peut pas assurer l'abordabilité de la vie en taxant les intrants essentiels, puis en créant de nouveaux programmes pour indemniser certains Canadiens d'une partie du coût qui en résulte.

Le même principe devrait s'appliquer au mécanisme d'indexation automatique des droits d'accise sur la bière, le vin et les spiritueux. Depuis leur introduction en 2017, les taux fédéraux des droits d'accise sur l'alcool ont augmenté automatiquement sans vote distinct du Parlement. Ces hausses augmentent les coûts pour les consommateurs et exercent une pression supplémentaire sur les brasseurs, les vignerons, les distillateurs, les restaurants et les entreprises du secteur de l'hôtellerie-restauration canadiens. Les futures hausses d'impôts devraient faire l'objet d'un débat et d'un vote par les représentants élus, et non être déclenchées automatiquement par l'inflation. [17]

La croissance économique repose sur les Canadiens, et non sur les annonces du gouvernement

Le principal défi économique du Canada réside dans la faiblesse de la productivité et l'insuffisance des investissements privés. La solution ne consiste pas à laisser Ottawa choisir davantage d'entreprises, de technologies et de secteurs à subventionner. Elle consiste à créer les conditions dans lesquelles les Canadiens et les entreprises seront disposés à investir leurs propres fonds, convaincus que leurs projets seront approuvés, que la fiscalité restera compétitive et que la réussite ne sera pas pénalisée.

Le Canada devrait entreprendre une réforme fiscale globale qui récompense le travail, l'épargne, l'esprit d'entreprise et l'investissement ; qui élimine toute complexité inutile ; qui comble les failles dont profitent ceux qui ont des relations ; et qui permette aux Canadiens de remplir plus facilement leur déclaration d'impôts et de mieux la comprendre. Il devrait supprimer les pénalités fiscales et réglementaires qui découragent les petites et moyennes entreprises de se développer pour devenir de grandes entreprises canadiennes.

Le Canada devrait entreprendre une réforme fiscale globale qui récompense le travail, l'épargne, l'esprit d'entreprise et l'investissement ; qui élimine toute complexité inutile ; qui comble les failles dont profitent ceux qui ont des relations ; et qui permette aux Canadiens de remplir plus facilement leur déclaration d'impôts et de mieux la comprendre. Il devrait supprimer les pénalités fiscales et réglementaires qui découragent les petites et moyennes entreprises de se développer pour devenir de grandes entreprises canadiennes. Le Canada a également passé des années à discuter d'une mesure élémentaire de prévention de la fraude sans jamais la mettre en œuvre. L'Énoncé économique de l'automne 2024 indiquait que l'ARC avait pour objectif de commencer à mettre en œuvre un outil de vérification des revenus, avec le consentement des contribuables, début 2025. En juillet 2026, l'ARC s'est contentée d'indiquer qu'elle continuerait à évaluer les options. Professionnels hypothécaires du Canada, l'Association des banquiers canadiens et

d'autres intervenants du secteur financier ont réclamé à plusieurs reprises la mise en place de cet outil, alors que les États-Unis disposent depuis des années d'un service de vérification des revenus destiné aux prêteurs. Ottawa devrait mettre en place ce service pratique en utilisant les données dont dispose déjà l'ARC, avec le consentement approprié, des garanties en matière de protection de la vie privée et un recouvrement des coûts si nécessaire. [18]

Le gouvernement fédéral devrait éliminer les lois anti-développement et accélérer les décisions concernant les pipelines, les mines, les infrastructures de transport d'énergie, les ports et autres grands projets. Le Canada dispose des ressources, de la main-d'œuvre et des capitaux privés nécessaires pour générer de la croissance. Le rôle du gouvernement devrait être d'établir des règles claires, de prendre des décisions en temps opportun, puis de permettre aux Canadiens de construire.

Les investissements publics devraient être réservés aux véritables responsabilités nationales et aux projets pouvant démontrer une valeur publique évidente, des coûts transparents et des résultats mesurables. Ils ne devraient pas devenir un prétexte utilisé pour soustraire les dépenses courantes, les subventions ou les priorités politiques à la discipline budgétaire.

Recommandations des conservateurs

Les députés conservateurs recommandent au gouvernement du Canada :

1. De présenter un plan crédible visant à équilibrer l'ensemble du budget fédéral d'ici 2031 sans augmenter les impôts, qu'il s'agisse des dépenses courantes de fonctionnement ou d'investissement.
2. D'adopter le ratio dette fédérale/PIB comme principal repère budgétaire et d'exiger une vérification indépendante de toutes les dépenses classées comme dépenses d'investissement.
3. D'adopter une loi sur les dépenses « un pour un » exigeant que chaque dollar de nouvelle dépense soit compensé par un dollar équivalent d'économies.
4. De mener un examen complet des dépenses afin de regrouper ou d'éliminer les programmes, fonds, sociétés d'État et agences faisant double emploi, et de réorienter les ressources vers les responsabilités fédérales essentielles.
5. De réduire les dépenses consacrées aux consultants externes, diminuer les dépenses d'aide à l'étranger et mettre fin aux subventions accordées aux grandes entreprises disposant d'un réseau influent.
6. D'annuler le projet de train à grande vitesse Alto, dont l'estimation préliminaire des coûts de fonctionnement se situe entre 60 et 90 milliards de dollars.
7. De mettre fin au programme de 742 millions de dollars destiné à indemniser les propriétaires d'armes à feu avant la confiscation de leurs armes détenues légalement, et réorienter les ressources vers les services de police de première ligne, la surveillance des frontières et les mesures visant les armes à feu illégales et les auteurs d'infractions violentes.
8. De ne pas procéder à la capitalisation de 25 milliards de dollars du Fonds pour un Canada fort tant que le Parlement n'aura pas reçu et approuvé une analyse de rentabilité complète, une évaluation des risques budgétaires, un cadre de gouvernance, un plan de lutte contre les doublons et des indicateurs de performance vérifiés de manière indépendante.

9. D'annuler le rétablissement prévu de la taxe sur les carburants à la fête du Travail et d'éliminer toutes les taxes fédérales sur l'essence et le diesel au moins jusqu'au 1er juillet 2027.
10. De supprimer définitivement le Règlement sur les combustibles propres et la taxe carbone industrielle.
11. De supprimer le mécanisme d'indexation automatique des droits d'accise sur la bière, le vin et les spiritueux, de sorte que toute future hausse de ces droits doive faire l'objet d'un débat et d'un vote au Parlement.
12. De réduire de 25 % la charge réglementaire fédérale dans un délai de deux ans, supprimer deux règlements pour chaque nouveau règlement introduit, et réduire de deux dollars la charge administrative pour chaque nouveau dollar imposé.
13. D'entreprendre un examen et une réforme approfondis du système fiscal canadien afin de le rendre plus simple, plus équitable et moins coûteux ; de réduire les coûts de mise en conformité ; d'améliorer l'efficacité et la compétitivité ; de récompenser le travail, l'épargne et l'esprit d'entreprise ; et d'éliminer les obstacles qui empêchent les entreprises canadiennes de se développer.
14. De mettre en place, dans un délai de 12 mois, un service sécurisé de vérification des revenus auprès de l'ARC, avec le consentement des contribuables, qui permette aux prêteurs hypothécaires agréés et aux autres acteurs de confiance du secteur hypothécaire de vérifier les revenus des emprunteurs directement auprès de l'ARC, avec des garanties solides en matière de protection de la vie privée et un recouvrement des coûts le cas échéant.
15. D'abroger la Loi sur l'évaluation d'impact et la remplacer par un processus d'approbation clair, prévisible et limité dans le temps, respectant les compétences provinciales ; d'abroger la Loi sur le moratoire relatif aux pétroliers ; et d'accélérer les décisions relatives aux projets liés aux ressources, à l'énergie, aux transports et à d'autres projets de développement national grâce à des exigences claires, des délais fermes et un processus décisionnel unique.

Conclusion

Le choix qui s'offre au Canada n'est pas entre l'inaction et une augmentation des dépenses. Il s'agit plutôt de choisir entre un gouvernement qui mesure le succès en fonction de son coût et un gouvernement qui le mesure en fonction de ses résultats.

Les députés conservateurs estiment que les Canadiens ne devraient pas être contraints de payer davantage d'impôts pour financer des déficits plus importants, la création de nouvelles sociétés d'État et des programmes qui font double emploi avec ce que fait déjà le gouvernement. Ottawa doit réduire ses propres coûts afin que les Canadiens puissent réduire les leurs. Il doit cesser d'emprunter aux dépens des générations futures, rétablir une gestion budgétaire honnête et transparente, supprimer les taxes et les réglementations qui font grimper les prix, et permettre aux investissements privés de réaliser les projets et de créer les emplois dont le Canada a besoin.

Le Canada ne constituera pas une richesse souveraine par le biais de la dette souveraine. Il constituera sa richesse en faisant confiance aux Canadiens pour qu'ils travaillent, épargnent, investissent, construisent et réussissent.

- [1] Ministère des Finances Canada, Mise à jour économique du printemps de 2026, Annexe 1, Tableau A1.3 : <https://budget.canada.ca/update-miseajour/2026/report-rapport/anx1-fr.html>
- [2] Comité permanent des finances, Rapport 2, 42^e législature, 1^{re} session : <https://www.noscommunes.ca/documentviewer/fr/42-1/FINA/rapport-2/page-408> ; Bureau du directeur parlementaire du budget, Budget de 2025 : enjeux pour les parlementaires, 14 novembre 2025 : <https://www.pbo-dpb.ca/en/publications/RP-2526-017-S--budget-2025-issues-parliamentarians--budget-2025-enjeux-parlementaires>
- [3] Bureau de la directrice parlementaire du budget, Évaluation par la DPB de la Mise à jour économique du printemps : cibles budgétaires et viabilité financière, 4 mai 2026 : <https://www.pbo-dpb.ca/fr/publications/NT-2627-002-S--pbo-assessment-spring-economic-update-fiscal-anchors-fiscal-sustainability--evaluation-dpb-mise-jour-economique-printemps-cibles-budgetaires-viabilite-financiere>
- [4] Bureau de la directrice parlementaire du budget, Évaluation par la DPB de la Mise à jour économique du printemps : dépenses ministérielles et nouvelles mesures, 4 mai 2026 : <https://www.pbo-dpb.ca/fr/publications/NT-2627-004-S--pbo-assessment-spring-economic-update-departmental-spending-new-measures--evaluation-dpb-mise-jour-economique-printemps-depenses-ministerielles-nouvelles-mesures>
- [5] Bureau de la directrice parlementaire du budget, Évaluation par la DPB de la Mise à jour économique du printemps : cibles budgétaires et viabilité financière, 4 mai 2026 : <https://www.pbo-dpb.ca/fr/publications/NT-2627-002-S--pbo-assessment-spring-economic-update-fiscal-anchors-fiscal-sustainability--evaluation-dpb-mise-jour-economique-printemps-cibles-budgetaires-viabilite-financiere>
- [6] Ministère des Finances Canada, Mise à jour économique du printemps de 2026, « Le Fonds pour un Canada fort » : <https://budget.canada.ca/update-miseajour/2026/report-rapport/chap1-fr.html>
- [7] Bureau de la directrice parlementaire du budget, Évaluation par la DPB de la Mise à jour économique du printemps : cibles budgétaires et viabilité financière, 4 mai 2026 : <https://www.pbo-dpb.ca/fr/publications/NT-2627-002-S--pbo-assessment-spring-economic-update-fiscal-anchors-fiscal-sustainability--evaluation-dpb-mise-jour-economique-printemps-cibles-budgetaires-viabilite-financiere>
- [8] Bureau du directeur parlementaire du budget, Mise à jour des perspectives des dépenses de la Banque de l'infrastructure du Canada, 10 juillet 2025 : <https://www.pbo-dpb.ca/fr/publications/RP-2526-005-S--update-spending-outlook-canada-infrastructure-bank--mise-jour-perspectives-depenses-banque-infrastructure-canada>
- [9] Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, « Comptes publics du Canada 2025 », 20 novembre 2025 : <https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/nouvelles/2025/11/comptes-publics-du-canada-2025.html> ; Affaires mondiales Canada, Rapport au Parlement sur l'aide internationale du gouvernement du Canada 2024-2025 : <https://international.canada.ca/fr/affaires-mondiales/organisation/rapports/rapport-aide-internationale/rapport-2025>
- [10] Comité permanent des finances, Témoignages, 2 février 2026 : <https://www.noscommunes.ca/documentviewer/fr/45-1/FINA/reunion-20/temoignages> ; Transports Canada, « VIA HFR - VIA TGF Inc. (Alto) », Budget principal des dépenses 2025-2026 : <https://tc.canada.ca/fr/binder/11-via-hfr-via-tgf-inc-alto> ; Transports Canada, « Déclaration publique sur l'évaluation environnementale et économique stratégique de la

phase de co-développement du projet de train à grande vitesse d'Alto » :

<https://tc.canada.ca/fr/services-generaux/transparence/gestion-rapports-ministeriels/evaluation-environnementale-economique-strategique/declaration-publique-evaluation-environnementale-economique-strategique-phase-co-developpement-projet-train-grande-vitesse-alto>

[11] Ministère des Finances Canada, Budget 2025, Chapitre 4 :

<https://budget.canada.ca/2025/report-rapport/chap4-fr.html> ; Bureau du directeur parlementaire du budget, « Évaluation du coût du programme de rachat d'armes à feu », 29 juin 2021 : <https://www.pbo-dpb.ca/fr/publications/RP-2122-011-M--cost-estimate-firearm-buy-back-program--evaluation-cout-programme-rachat-armes-feu>

[12] Statistique Canada, Indice des prix à la consommation mensuel, non désaisonnalisé, Tableau 18-10-0004-01 :

https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1810000401&request_locale=fr ; Banque du Canada, « Pourquoi les prix des aliments se sont à nouveau emballés en 2025 », 5 février 2026 : https://www.banqueducanada.ca/2026/02/article-sparks-et-bank-2026-3/?theme_mode=light&_gl=1*127hecl*_ga*MTg1MDg0MDMyOC4xNzU3NTM0NTI4*_ga_DO_WRRH3RZH*cze3ODc3OTIxNDEkbzE1JGcwJHQxNzg3NzkyMTQxJGo2MCRsMCRoMA.. ; Statistique Canada, « Indice des prix à la consommation, avril 2026 » : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/260519/dq260519a-fra.htm>

[13] Statistique Canada, « Enquête canadienne sur le revenu, 2024 », 29 avril 2026 :

<https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/260429/dq260429a-fra.htm> ; Banques alimentaires Canada, Bilan-Faim 2025 : <https://foodbankscanada.ca/fr/press-releases/le-bilan-faim-2025-au-canada-illustre-le-cout-de-linaction/>

[14] Statistique Canada, « Comptes du bilan national et des flux financiers, premier trimestre de 2026 », 12 juin 2026 : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/260612/dq260612a-fra.htm> ; et Banque du Canada, Rapport sur la stabilité financière, « Ménages » :

https://www.banqueducanada.ca/publication/rapport-sur-la-stabilite-financiere/rapport-sur-la-stabilite-financiere-2026/menages/?theme_mode=light&_gl=1*1h7o6tw*_ga*MTg1MDg0MDMyOC4xNzU3NTM0NTI4*_ga_DOWRRH3RZH*cze3ODc3OTIxNDEkbzE1JGcxJHQxNzg3NzkyNDcxJGo2MCRsMCRoMA..

[15] Statistique Canada, « Indice des prix à la consommation, juillet 2026 », 17 août 2026 :

<https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/260817/dq260817a-fra.htm>

[16] Bureau de la directrice parlementaire du budget, Évaluation par la DPB de la Mise à jour économique du printemps : dépenses ministérielles et nouvelles mesures, 4 mai 2026 :

<https://www.pbo-dpb.ca/fr/publications/NT-2627-004-S--pbo-assessment-spring-economic-update-departmental-spending-new-measures--evaluation-dpb-mise-jour-economique-printemps-depenses-ministerielles-nouvelles-mesures> ; Débats à la Chambre des communes, 14 avril 2026 : <https://www.noscommunes.ca/documentviewer/fr/45-1/chambre/seance-102/debats>

[17] Comité permanent des finances, Témoignages, 26 mars 2026 :

<https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/451/FINA/Evidence/EV14000113/FINAEV31-F.PDF>

[18] Ministère des Finances Canada, Énoncé économique de l'automne 2024, « Combattre la fraude hypothécaire » : <https://www.budget.canada.ca/update-miseajour/2024/report->

[rapport/FES-EEA-2024-fr.pdf](#) ; Agence du revenu du Canada, « Consultation de l'industrie hypothécaire sur un potentiel outil de vérification du revenu », 16 juillet 2026 : <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/organisation/a-propos-agence-revenu-canada-arc/transparence-divulgation-proactive-a-agence-revenu-canada/consultations-mobilisation-agence-revenu-canada/consultations-verification-revenu.html> ; Comité permanent des finances, Témoignages, 3 octobre 2023 : <https://www.noscommunes.ca/documentviewer/fr/44-1/FINA/reunion-100/temoignages> ; Chambre des communes, Question écrite Q-957 : <https://www.noscommunes.ca/questions-ecrites/45-1/q-957> ; Association des banques canadiennes, Mémoire prébudgétaire de 2026 : <https://cba.ca/article/vos-partenaires-dans-le-developpement-la-protection-et-le-renforcement-du-canada> ; Professionnels hypothécaires du Canada, « Halte la fraude hypothécaire » : <https://mortgageproscan.ca/fr/plaidoyer/haltelafraude>

Rapport dissident émis par le Bloc Québécois

Quelques recommandations supplémentaires au service du Québec

Mise en contexte

Tout au long des consultations prébudgétaires, le Bloc québécois, conscient de la mission qui lui a été confiée par les électeurs qui l'ont soutenu, s'est efforcé d'inviter le plus des groupes originaires du Québec et de faire connaître les besoins exprimés par les experts et les groupes représentatifs de ce pays via leur témoignage ou leur mémoire. À ce titre, le Bloc remercie, notamment la Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (FTQ), la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) et l'Union des producteurs agricoles (UPA) de bien avoir voulu répondre positivement à l'invitation du Comité.

Bien qu'il n'appuie pas le rapport du Comité soutenu par la majorité gouvernementale, le Bloc Québécois se réjouit tout de même que le Comité soutienne plusieurs des recommandations qu'il a porté au nom du Québec. Ainsi, sur 470 recommandations soumises, le Bloc a réussi à en faire adopter 57, dont trois ont été amendées.

En culture, les gains du Bloc québécois sont majeurs. Ainsi, il a convaincu le Comité de se positionner en faveur d'une bonification permanente du financement du Conseil des arts du Canada, et à ce titre, le Bloc réitère qu'il faut le majorer de 140 M\$. En ce qui concerne les musiciens, le Bloc a permis l'adoption d'une recommandation visant à augmenter le financement annuel du Fonds de la musique du Canada et à instaurer un incitatif à l'utilisation d'œuvres musicales d'ici dans les productions audiovisuelles, entre autres par le biais d'un crédit d'impôt pour les licences de synchronisations. Pour nos médias, le Bloc a amené le Comité à se positionner pour un renforcement de la *Loi sur la diffusion continue en ligne* de même que pour le maintien de l'exception culturelle dans la renégociation de l'ACEUM et pour de futurs accords commerciaux; il a amené une recommandation pour élargir le crédit d'impôt pour la main-d'œuvre journalistique, notamment au secteur de la radiodiffusion; une autre visant à prolonger l'initiative de journalisme local au-delà de 2027 et une autre visant renforcer l'indépendance et le financement pour Radio-Canada.

En ce qui a trait à notre avenir économique, nous avons permis au Comité de se positionner de façon favorable à une bonification du Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires qui bénéficiera aux régions du Québec; à une amélioration des programmes de recherche et développement dans le secteur aérospatial et à la défense des chaînes d'approvisionnement dans ce domaine; à la pérennisation de la superdéduction à la productivité; à une nouvelles stratégie industrielle spatiale de même qu'à plusieurs recommandations visant la création d'une industrie domestique en matière de lancement spatiaux; à ce que les syndicats fassent partie des consultations sur les lois

du travail et l'IA et, enfin, au maintien de la distinction des véhicules récréatifs dans les accords commerciaux.

En matière environnementale et énergétique, le Bloc a permis l'adoption d'une recommandation pour le soutien des projets éoliens coopératifs du Nunavik; pour la prolongation du crédit d'impôt à l'économie propre jusqu'en 2040 et l'établissement d'un programme pour la résilience des infrastructures électrique; pour l'élargissement du soutien à l'installation de thermopompes et, enfin, pour un soutien durable des initiatives des Premières nations en matière de conservations marine.

Enfin, grâce au Bloc Québécois, le Comité s'est prononcé en faveur d'une prise en compte du vieillissement de la population dans le calcul des transferts en santé; d'un renforcement de la lutte à la fraude et d'un meilleur soutien gouvernemental à l'aide humanitaire et au développement international.

Recommandations supplémentaires

Le Bloc québécois est d'abord et avant toute chose au service du Québec. À cet égard, il est regrettable que le gouvernement libéral n'ait pas su davantage prêter l'oreille aux revendications des recommandations formulées par les intervenants québécois. Voilà pourquoi nous prenons ces pages pour réitérer certaines demandes qui ont été formulées au Comité des finances et qui selon nous absolument être prises en compte dans la prochaine politique budgétaire fédérale. Dans son prochain budget, le gouvernement fédéral devrait :

Commerce international, finance et économie

- dans le cadre des négociations commerciales avec les États-Unis, protéger les secteurs stratégiques pour l'économie et la société québécoise, notamment l'acier, l'aluminium, la foresterie, les énergies propres, l'agroalimentaire et la souveraineté culturelle;
- défendre intégralement la gestion de l'offre;
- favoriser la stabilité et la prévisibilité des échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis en promouvant une application pratique, et adaptée au secteur, des règles d'origine de l'ACÉUM qui reflète les réalités de la fabrication en plusieurs étapes des véhicules récréatifs en Amérique du Nord et qui garantit que les fabricants canadiens ne soient pas involontairement désavantagés;
- collaborer avec les provinces pour déployer un plan d'aide et une politique industrielle structurante pour le secteur forestier;
- mettre en œuvre des mesures de soutien ciblées pour les fabricants touchés par les pressions tarifaires actuelles et émergentes ainsi que par l'incertitude commerciale notamment en instaurant un programme d'aide temporaire pour compenser la hausse des coûts, un soutien lié au maintien de l'emploi et à la stabilité opérationnelle et un soutien aux entreprises confrontées à des perturbations dans leurs exportations;
- relancer l'Initiative régionale de réponse tarifaire (IRRT) pour les PME touchées par les tarifs douaniers américains *ad valorem* sur l'acier, l'aluminium, et le cuivre;
- soutenir une politique industrielle misant sur la relance du secteur manufacturier en 2^e et 3^e transformation, favorisant le développement de nouvelles cohérences et

collaborations au sein des écosystèmes sectoriels et industriels, ainsi qu'une meilleure intégration de la recherche et de l'innovation de manière à donner une plus grande valeur ajoutée aux produits canadiens;

- réduire significativement l'écart de compétitivité fiscale entre le Canada et les États-Unis afin de protéger la capacité d'attraction et de rétention des investissements au Québec et au Canada ;
- créer un environnement d'affaires favorable pour se lancer en affaires en introduisant une exonération d'impôt sur le revenu ciblée et conditionnelle pour les revenus des dirigeants de nouvelles PME dans les secteurs stratégiques, limité aux deux premières années d'incorporation ;
- interdire les frais de transfert des comptes de placement ;
- élaborer une stratégie industrielle globale pour les industries canadiennes de l'acier et de l'aluminium ;
- constituer des réserves stratégiques de pétrole et de minéraux essentiels ;
- soutenir, par le biais d'incitatifs fiscaux, l'adoption de solutions TI et de plateformes infonuagiques souveraines par les entreprises privées ;
- soutenir les transformateurs qui subissent les répercussions des mesures tarifaires, au même titre que les producteurs ;
- élaborer une stratégie industrielle fédérale coordonnée dans le domaine de l'aérospatiale et complémentaire à la nouvelle Stratégie industrielle de défense du Canada. Une stratégie fédérale en matière d'aérospatiale contribuerait à harmoniser les investissements, à renforcer une capacité industrielle souveraine et à accroître les exportations canadiennes dans les secteurs civil et spatial, ainsi que de la défense ;

Énergie, climat et électrification

- cesser d'allouer du financement à quelque forme que ce soit de subventions, de garanties ou d'autres aides financières à l'industrie pétrolière et gazière, notamment à la soi-disant « décarbonisation » du pétrole ;
- ne pas renouveler la suspension de la taxe d'accise sur l'essence au-delà de la période annoncée ;
- améliorer le Crédit d'impôt à l'investissement dans l'électricité propre (CIEP), notamment en ce qui a trait aux exigences relatives aux conditions de travail, à une possible exigence de contenu local et à la période d'admissibilité ;
- bonifier et assurer la prévisibilité des programmes fédéraux de soutien au solaire ;
- préserver l'efficacité du Règlement sur les combustibles propres (RCP), notamment en maintenant des règles stables et en étendant les périodes de conformité ;
- prévoir une aide financière pour l'acquisition de terrains par les municipalités à des fins de protection de la biodiversité et de lutte aux changements climatiques, en assurant au Québec sa part prenant la forme d'un transfert sans condition ;
- maintenir sa cible de réduction des gaz à effet de serre (GES) et mettre fin au financement public des projets d'hydrocarbures ;
- mettre en place un programme de financement couvrant à la fois les coûts en capital et les coûts d'exploitation des bornes de recharge rapide dans les régions rurales et

éloignées, y compris le financement de systèmes de stockage d'énergie lorsque la capacité du réseau est insuffisante ;

- allouer des fonds ciblés aux infrastructures de distribution et à la modernisation du réseau afin de soutenir les objectifs d'électrification ;
- recapitaliser et simplifier le PIVEZ afin de soutenir les rénovations favorisant la recharge électrique. Investir pour préparer les copropriétés et immeubles locatifs en place à la recharge électrique, en couvrant jusqu'à 50 % des coûts ;
- veiller à ce que les composantes de véhicules électriques conformes à l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM) demeurent exemptes de droits de douane afin d'éviter de freiner l'expansion des infrastructures ;
- admettre Hydro-Québec au Programme fédéral d'infrastructure pour les véhicules à émission zéro (PIVEZ) afin d'accélérer le déploiement des bornes, maximiser l'utilisation des fonds publics et soutenir la transition énergétique ;
- recapitaliser et simplifier le PIVEZ afin de soutenir un réseau de recharge public fiable, en priorisant les régions mal desservies ;
- octroyer tous les nouveaux crédits liés à l'économie propre aux entités non imposables que sont les filiales d'Hydro-Québec, et les partenariats entre Hydro-Québec et les corporations autochtones ;
- mettre en place des soutiens financiers ciblés pour accélérer l'efficacité énergétique industrielle, combinant le déploiement de ressources humaines expertes, ainsi que des subventions en capital pour des projets majeurs ;

Logement et itinérance

- renouveler sans délai l'aide au loyer dans le cadre de l'Initiative fédérale pour le logement communautaire et de l'Initiative canadienne pour le logement communautaire devant prendre fin en 2028, afin de garantir que les logements sociaux et communautaires financés par le passé par le Canada restent abordables pour les locataires à faibles revenus. Sans ce renouvellement, de nombreux ménages devront faire face à des frais de logement qu'ils ne pourront pas assumer ;
- confirmer, dès le prochain budget, la pérennité du programme Vers un chez-soi au-delà de 2028, afin d'assurer des interventions stables, prévisibles et adaptées aux besoins des personnes en situation d'itinérance ;
- réserver les terrains et bâtiments publics fédéraux excédentaires destinés au logement en priorité à des logements sociaux, que les terrains soient cédés gratuitement ou à très faible coût et qu'ils soient décontaminés pour être prêts à construire ;
- bonifier le Fonds canadien de protection des loyers et veiller à ce que ses modalités soient revues afin de favoriser les groupes aidant les locataires à défendre leurs droits afin de donner un réel accès aux comités logement et associations de locataires du Québec ;
- rendre disponibles des sommes en continu pour soutenir le financement initial des projets en logement communautaire et social sous forme de prêts pardonnables ou de subventions pour les étapes préliminaires des projets ;
- investir dans les rénovations immobilières des logements gérés par les organismes communautaires et les coopératives d'habitation au Québec ;

- soutenir le développement de logements communautaires et sans but lucratif ;

Transport et infrastructures

- accroître les investissements dans les infrastructures publiques, dont celle du transport en commun, du logement social et des énergies propres ;
- hausser les sommes dédiées au Programme de transfert pour les infrastructures d'eau et collectives du Québec et qu'il s'entende rapidement avec le gouvernement du Québec pour que les sommes prévues au Fonds pour bâtir des collectivités fortes soient rendues accessibles aux municipalités du Québec ;
- s'entendre rapidement avec le gouvernement du Québec afin de permettre l'accès aux sommes du Fonds pour le transport en commun du Canada, dans le respect des compétences municipales en matière d'aménagement du territoire ;
- consacrer au Québec sa juste part du Fonds pour la diversification des corridors commerciaux ;
- doubler l'enveloppe dédiée au transport collectif ;
- conclure une entente avec le gouvernement du Québec rapidement pour sécuriser la pérennité du transport collectif au Québec ;
- prévoir un financement additionnel pour compléter rapidement le réseau cellulaire dans toutes les régions du Québec ;
- investir massivement dans les infrastructures en eau soutenant la construction d'habitations au Québec ;

Culture, médias et langues

- accorder les ressources budgétaires nécessaires à la mise en place de mécanismes robustes de protection de la propriété intellectuelle face aux usages de l'intelligence artificielle (IA) ;
- apporter des modifications à la Loi sur le droit d'auteur afin d'augmenter les revenus du secteur de la musique, notamment en rétablissant le régime de la copie privée pour qu'il devienne technologiquement neutre ;
- moderniser le programme d'assurance-emploi, en intégrant notamment les réalités des artistes et des travailleuses et travailleurs du secteur culturel ;
- renforcer le filet social destiné aux artistes et aux créateurs en conditionnant l'octroi du financement public, notamment par Téléfilm Canada, des projets audiovisuels au respect des ententes collectives ou particulières négociées entre les associations d'artistes et de producteurs et en réformant l'assurance-emploi afin de permettre une meilleure admissibilité des artistes reconnaître ;
- dans le cadre d'une modernisation de l'assurance-emploi, la succession de contrats de courte durée et l'alternance entre périodes travaillées et périodes sans contrat, incluant le travail invisible non rémunéré, mais essentiel au métier des artistes ouvrir le régime d'assurance-emploi aux artistes travailleurs autonomes afin d'assurer un véritable filet social adapté au secteur culturel ;
- défendre la Loi sur la diffusion continue en ligne lors de la renégociation de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACÉUM) en assurant que les plateformes étrangères paient les redevances comme prévu par la loi ;

- maintenir le crédit d'impôt pour la main-d'œuvre journalistique canadienne au taux actuel de 35 % ;

Recherche, innovation et IA

- reconnaître formellement les bibliothèques universitaires comme des infrastructures essentielles à la diffusion, à la valorisation et à la découvrabilité des connaissances scientifiques en français, ainsi qu'à la consolidation de la souveraineté des données et de la souveraineté numérique, en assurant une maîtrise publique, durable et équitable des systèmes de production, de gestion et de diffusion du savoir ;
- au moyen des mécanismes fiscaux existants, pour garantir un déploiement rapide et efficace, porter à 100 % le taux de remboursement de la TPS/TVH des universités, soit le taux déjà accordé aux municipalités et aux autres organismes d'intérêt public ;
- inscrire un financement pérenne pour le Service d'aide à la recherche en français de l'Acfas dans les lignes budgétaires du ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique et du ministère de la Santé et prévoir un financement désigné pour l'Acfas une fois le PALO terminé ;
- mettre en œuvre les recommandations du rapport *Recherche en français et égalité réelle : une occasion à saisir*, notamment par l'établissement d'un Fonds d'appui et de valorisation de la recherche en français, doté d'une enveloppe, et par la création et le financement du Secrétariat de coordination de la recherche en français ;

Agriculture, forêt et agroalimentaire

- investir de façon soutenue afin de revoir les décisions de compressions et de fermetures de centres de recherche d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) et de renforcer la recherche, le transfert technologique et les programmes liés à l'adaptation aux changements climatiques ;
- fixer de façon permanente à 350 000 \$ la limite des avances sans intérêt du Programme de paiements anticipés (PPA) et indexer ces sommes selon l'inflation ;
- maintenir le financement actuel dans le prochain cadre stratégique pour l'agriculture, y compris le financement des programmes de recherche ;
- stabiliser et renforcer les investissements fédéraux dans la recherche agricole appliquée et veiller à ce que les économies réalisées grâce aux récentes réductions à Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) restent au sein du secteur agricole
- conserver les budgets pour la recherche et le développement en agriculture afin de soutenir l'innovation et la compétitivité du secteur ;
- favoriser la croissance continue des contributions importantes du secteur laitier canadien à l'économie canadienne et à la création d'emplois en veillant à ce qu'aucune autre concession touchant le secteur laitier ne soit accordée dans le cadre de négociations commerciales ;
- favoriser l'utilisation du bois dans les nouvelles constructions en bonifiant de manière importante les subventions offertes ;
- établir un fonds fédéral permanent pour la sécurité alimentaire afin de soutenir l'approvisionnement direct en denrées des banques alimentaires et des organismes sans but lucratif de distribution alimentaire et bonifier l'aide fiscale pour les dons alimentaires afin de l'harmoniser avec celle du Québec ;

- consacrer 2 % des dépenses du gouvernement au secteur agricole, accompagnés d'un plan d'action structuré visant le développement et la pérennité du secteur ;
- revoir complètement le cadre Agri-relance afin qu'il remplisse réellement ses objectifs notamment en améliorant le programme Agri-stabilité par un taux de couverture fixé à 85 % de la marge de référence et par la pérennisation du taux d'indemnisation de 90 % ;
- accorder un crédit d'impôt de 40 % aux petites entreprises agricoles pour l'acquisition d'équipement ;
- limiter voire éliminer le gain en capital imposable lors du transfert d'actifs agricoles à un neveu ou à une nièce ;
- reconnaître l'impact économique des distilleries et intégrer leur soutien comme levier de développement régional et d'exportation et adopter une structure progressive du taux des droits d'accise pour les spiritueux canadiens, calquée sur le modèle canadien applicable à l'industrie brassicole ;

Santé, services sociaux et handicap

- augmenter de manière substantielle et prévisible les transferts fédéraux en santé
- réinvestir dans les infrastructures récréatives et sportives pour assurer la santé et le bien-être de la population, en versant la part dédiée au Québec sous la forme d'un transfert sans condition ;
- renforcer la suffisance des revenus des personnes à faible revenu, notamment en bonifiant la Prestation canadienne pour les personnes handicapées et les mesures de soutien connexes ;
- augmenter le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) afin de remédier au sous-financement chronique du secteur des services sociaux ;
- créer un crédit d'impôt remboursable pour les proches aidants destiné aux parents d'enfants gravement malades ;

Emploi, immigration et assurance-emploi

- prolonger les mesures temporaires relatives à l'assurance-emploi en élargissant leur couverture, de finir une solution pérenne face au « trou noir » et moderniser le régime ;
- augmenter le maximum de la rémunération assurable en fonction de la majoration existante jusqu'en 1996, soit à 140 % de la rémunération hebdomadaire moyenne annualisée ;
- moderniser les prestations d'assurance-emploi pour les proches aidants : les prolonger à 52 semaines, les renouveler en cas de rechute, les étendre aux travailleurs indépendants/autonomes ;
- travailler avec le Québec à une bonification des prestations d'assurance-emploi, modulée et conditionnelle à l'inscription aux programmes de requalification professionnelle ;
- pérenniser les mesures temporaires, dont la subvention pour le maintien à l'emploi des employés, l'annulation de la période de carence, la non-déduction de plusieurs sommes payées lors d'une cessation d'emploi, les prestations additionnelles pour les travailleurs de longue date ainsi que les semaines de prestations supplémentaires pour les travailleurs saisonniers ;

- adopter une norme unique d'admissibilité au régime, à savoir 420 heures de travail assurables, donnant accès à 14 semaines de prestations et revoir l'Annexe 1 de la Loi sur l'assurance-emploi de façon cohérente ;

Aînés

- bonifier de 10 % les prestations de la Sécurité de la vieillesse (SV) pour les 65-74 ans ;
- rehausser le Supplément de revenu garanti (SRG), avec des ajustements ultérieurs basés sur l'inflation ;
- maintenir l'âge d'admissibilité à la retraite à 65 ans ;
- mettre en place des mesures fiscales ciblées pour soutenir les personnes retraitées à faible revenu à la retraite ;
- inscrire automatiquement toutes les personnes admissibles au SRG ;
- Lutter contre les fraudes envers les personnes âgées ;

Premières Nations, Inuit et Autochtones

- allouer des fonds pour mettre en place le programme d'immobilisations de Financement Habitation Yänonhchia', afin de permettre l'octroi de prêts immobiliers abordables dans les réserves par l'intermédiaire des institutions financières autochtones (IFA) ;
- engager des fonds supplémentaires afin de mettre à l'échelle le réseau de Financement Habitation Yänonhchia' à l'ensemble du territoire national, d'accélérer la mobilisation de capitaux privés et de constituer un portefeuille de prêts diversifié et autonome ;
- octroyer des fonds pour viabiliser des terrains afin de construire des logements et de réduire le surpeuplement dans la communauté Manawan ;
- octroyer à Manawan un financement annuel afin d'offrir des hébergements adéquats adaptés à la réalité de l'itinérance autochtone ;
- renouveler et augmenter le Fonds d'infrastructure aux communautés autochtones, et y inclure un volet propre aux Premières Nations
- soutenir un modèle éducatif innu, collectivement développé, fondé sur la langue, la culture et les besoins réels ;
- assurer un financement stable et à long terme pour le principe de Jordan et l'Initiative « Les enfants inuits d'abord », gérés par Services aux Autochtones Canada, afin de garantir un accès équitable aux services de santé, aux services sociaux et aux services éducatifs pour les enfants autochtones ;
- reconnaître les services de police autochtones comme un service essentiel
- accorder un financement pour des mesures immédiates de sécurité civile visant à répondre au problème urgent de sécurité publique à Winneway ;
- rétablir un Service de police Anicinabek dans la communauté de Winneway dans le cadre du Programme des services de police des Premières Nations et des Inuits (le « PSPPNI ») et accorde un financement pour la mise en place et au maintien d'un Service de police Anicinabek à Winneway dans le cadre du PSPPNI ;
- allouer un financement pour la réalisation de diverses études, y compris une étude de faisabilité, en vue de la construction d'un poste de police dans la communauté de Winneway dans le cadre du Programme des installations de police des Premières Nations et des Inuits ;

- octroyer, par l'entremise du ministère des Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord, un supplément de fonds récurrent, et indexé annuellement à l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador dans le cadre de son financement de base afin de couvrir spécifiquement les besoins liés à la réalité linguistique des Premières Nations au Québec-Labrador, considérée comme un poste distinct ;
- étendre l'âge d'admissibilité au principe de Jordan jusqu'à 30 ans et réaliser les investissements connexes ;
- mettre en place un nouveau programme permanent d'éducation des adultes des Premières Nations afin de combler l'écart en matière d'achèvement des études secondaires, de réduire la pauvreté et d'accroître les possibilités d'emploi pour les adultes des Premières Nations. Ce volet de financement remplacerait l'investissement temporaire annoncé dans le budget de 2021 ;

Autres domaines

- rendre admissibles les fabricants canadiens de véhicules récréatifs touchés par des obstacles commerciaux étrangers à un financement stratégique dans le cadre de programmes fédéraux, tels que le Fonds stratégique pour l'innovation, de mesures de soutien de la Banque de développement du Canada (BDC) ou d'Exportation et développement Canada (EDC), ou à un nouveau soutien à l'ajustement propre au secteur, qui peut comprendre : un financement et des garanties d'EDC, un soutien de la BDC, des programmes d'aide à la diversification des marchés au-delà des États-Unis et un soutien à l'innovation et à l'adaptation dans le secteur manufacturier ;
- modifier la Loi sur la taxe d'accise afin de résoudre l'application ambiguë de la taxe sur les produits et services (TPS) et de la taxe de vente harmonisée (TVH) en fonction du lieu où les marchandises sont mises en libre pratique au Canada lors de leur importation ;
- poursuivre les démarches de clarification des dispositions anti-écoblanchiment de la Loi sur la concurrence ;
- mobiliser les ressources nécessaires pour habilitier le Bureau de la concurrence à encadrer efficacement l'écoblanchiment ;
- protéger l'intégrité de l'aide publique au développement international ;
- et protéger et renouveler le programme Voix et leadership des femmes d'Affaires mondiales Canada.

